

sauf des journées entières dans sa chambre, qu'il fermait à double tour, à écrire des articles plus ou moins raisonnables sur la méchanceté et l'égoïsme des hommes.

Avant-hier M... descend chez le propriétaire de l'hôtel et lui demande d'un ton sévère s'il est possible d'avoir un boisseau de charbon pour faire chauffer de l'eau. Le complaisant maître d'hôtel s'offre lui-même à aller en chercher, mais il profite en même temps de la présence de son rare locataire pour lui rappeler que le terme de sa chambre était échu depuis plusieurs jours, et qu'il devait se mettre en devoir de le payer. Les paroles du maître d'hôtel causèrent à M... une impression qu'il fut facile à celui-ci de remarquer, mais à laquelle il parut ne faire aucune attention.

Le jeune M... remonta chez lui en grommelant contre son propriétaire, et roulant dans sa tête mille projets sinistres. Le propriétaire sorti de son côté pour aller acheter du charbon. Arrivé dans sa chambre, M... ouvrit sa fenêtre, regarda pendant quelques secondes au-dessous de ses croisées et se précipita sur la tête du maître d'hôtel qui revenait avec le boisseau de charbon, et qui ne pensait certainement pas à avoir son locataire sur les bras de cette façon-là. Par le plus heureux des hasards, le jeune M... et le maître d'hôtel en ont été quittes pour quelques contusions. Le jeune M... a déclaré que ses embarras pécuniaires l'avaient porté à cet acte de désespoir, et M. C... en digne et respectable propriétaire, lui a accordé tout le temps qu'il désirait pour payer sa créance. M... prémit aujourd'hui sa demi-tasse au célèbre café-estaminet de la Taverne, et avait repris sa verve et sa gaieté habituelle au milieu de ses amis.

LA TOUR DE BABEL VIVANTE. — Le célèbre Mezzofanti fut nommé, très-jeune encore, bibliothécaire de Bologne, sa ville natale; il avait appris, sans maître et par principes, trente-deux langues. Non-seulement il les lisait et les comprenait toutes, mais il les écrivait et les parlait dans une telle perfection, que l'Allemand, l'Anglais ou le Français auraient pu, en l'écoutant le prendre pour un de leurs compatriotes. C'est d'ailleurs pour un de leurs compatriotes. C'est d'ailleurs pour un de leurs compatriotes. C'est d'ailleurs pour un de leurs compatriotes.

Sa grande renommée lui valut, plus tard, l'emploi de bibliothécaire au Vatican. Mezzofanti était un dictionnaire personnel de langues anciennes et modernes. Mais un jour sa mémoire se troubla, et il mêla tout-à-coup dans son esprit tout ces dialectes différents, qui ne formaient plus qu'une langue générale. Maintenant enfermé dans une maison de suite à Naples, Mezzofanti est l'image vivante de la confusion des langues.

LES MATRAS DE LIÈGE. — On vient de faire en Angleterre des expériences sur les qualités flottantes du liège réduit en poudre; on a trouvé qu'un matras fait avec cette matière, et pesant seulement 25 livres, ne pouvait être enfoncé par le poids de sept hommes, et qu'une ou deux personnes pouvaient se tenir sur lui au-dessus de l'eau en pleine mer, avec autant de sécurité que contre la crainte de se noyer qu'on en aurait à bord d'un navire. Des matras, des oreillers, des coussins faits avec cette matière sont aussi doux et aussi confortables que ceux faits avec le crin le mieux choisi, et ils ont de plus l'avantage de ne jamais devenir compactes.

CAPITAL MONÉTAIRE DE L'EUROPE. — Le capital monétaire des principaux pays de l'Europe, naguère estimé à cinq milliards, dans lesquels la France figurait pour 2,000,000,000, s'est réduit à environ quatre milliards par les sommes exportées dans le nouveau monde et absorbées par les emprunts qui y étaient contractés. Ces quatre milliards ont à soutenir, non-seulement les 35,000,000,000 de papier, chiffre général des dettes publiques flottantes de l'Europe, mais encore tout le papier monnaie, le papier de com-

merce et les actions d'industrie, évaluées environ vingt milliards, ce qui fait le total effrayant de 59 milliards, dont le cours doit être maintenu avec la somme de quatre milliards d'argent monnayé.

— Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur la demande de l'estimable société dont il est question ci-après, et qui a pour président le noble Duc de Montmorency.

Une grande société de la Capitale peut encore disposer dans ce département et dans les départements voisins de plusieurs emplois faciles, honorables et lucratifs, en faveur des personnes avantageusement connues, sans distinctions de sexe, qui voudraient utiliser leurs loisirs ou améliorer leur position sociale. Il n'est pas nécessaire de quitter son domicile ni ses occupations habituelles, et il suffit de savoir écrire et compter.

Les emplois à donner sont de trois degrés et ils exigent comme garantie des valeurs qui sont immédiatement confiées par la société, une mise de fonds proportionnée à leur importance et variant de 100 fr. à 3,000 fr. Les avantages augmentent dans la même proportion.

Les emplois du premier degré (3,000 fr.) ne sont plus disponibles en Belgique ni dans les départements suivants: Ain, Aisne, Allier, Ardennes, Aveyron, Calvados, Côte d'Or, Eure, Finistère, Gironde, Ile et Vilaine, Indre et Loire, Isère, Jura, Loiret, Loire-Inférieure, Maine et Loire, Manche, Marne, Pas de Calais, Bas Rhin, Rhône, Saône et Loire, Somme, Vienne, et dans quelques autres qui s'organisent actuellement; mais il y reste quelques emplois de second ordre (500 fr.) et plusieurs du troisième ordre (100 fr.) Pour la plupart des autres départements non indiqués ici, on peut se mettre sur les rangs pour les trois sortes d'emplois, à la condition d'habiter le chef-lieu du département pour le premier et un chef-lieu d'arrondissement pour le second; quant au troisième il suffit qu'on habite une Commune du Canton dont on est chargé.

Pour obtenir de plus amples renseignements, écrire franco: Les lettres ne sont pas reçues autrement) à M^r LE MARQUIS DE CHESNEL, secrétaire général de la société, 8, Rue Saint-Hyacinthe-Saint-Michel, à Paris.

ANNONCES.

LE PRODUCTEUR.

REVUE CRITIQUE ET ANALYTIQUE DE LA LITTÉRATURE, DU THÉÂTRE, DES SCIENCES, DES ARTS, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES MÔDES.

NOTICES BIOGRAPHIQUES, ET NÉCROLOGIQUES, BIBLIOGRAPHIE, ETC.

Rédacteur en Chef: M. ALFRED LUCAS. Directeur: M. ROUSSEVILLE.

BUREAUX A PARIS, RUE BERGÈRE N° 15.

La Rédaction du Producteur sera confiée à des hommes de lettres distingués qui espèrent se faire connaître par leurs œuvres, embrassera tout honnêtement la Politique; le Producteur sera une œuvre consciencieuse et désintéressée; ses propriétaires appelleront à leur aide toutes les intelligences, et ils accueilleront avec empressement toutes les productions qui leur seront adressées.

Le Producteur paraîtra par cahiers de 3 à 4 feuilles d'impressions couvertes imprimées.

Chaque N° sera accompagné d'un ou deux dessins d'art, d'industrie, de théâtre ou de modes.

24 N° ou une année 24 fr. 12 N° du sixième mois 12 fr. 6 N° ou trois mois 6 fr.

Les trois cents premiers souscripteurs seront considérés comme abonnés fondateurs et recevront un exemplaire imprimé sur velin avec gravures.

Un Bulletin consacré aux annonces du Commerce et de l'Industrie accompagnera chaque N° du Producteur; ce Bulletin tire à plusieurs milliers d'exemplaires sera successivement adressé à toutes les personnes notables, à tous les officiers ministériels, à tous les propriétaires de grands Etablissements publics de Paris et des principales villes commerciales et maritimes des Départements.

50 c. la Ligne de 50 Lettres. Le Recueil paraîtra du 15 Septembre au 1^{er} Octobre 1837.

L'INDIENNE, liqueur BREVETÉE DU ROI approuvée par l'Académie royale de médecine, douce, suave, agréable au goût, vraie liqueur de table; elle jouit des propriétés de faciliter la digestion, d'arrêter immédiatement les nausées, les vomissements, la diarrhée de faire cesser les fluxions et autres dérèglements du ventre.

Dépôt central, M. Lenoir, aux templeurs rue montmartre 149 à Paris.

Les expériences concluantes, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérés au Bulletin des lois (5 août et 1^{er} novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

SHOP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du COEUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

4, rue Caumartin, à Paris. Dépôt: M. Lottier à Bastia, Giliardi à l'île Bonifacio; De Nobili à Corte; Castelli à Bonifacio.

NOUVEAU DU PORT DE BASTIA

Du 18 au 25 Octobre 1837. ARRIVÉES.

GÈNES, tartane l'Éclair des Carmes, cap. Figallo. LIVOURNE, Bateau à vapeur l'Assomption, c. Casani. VIAREGGIO, Palencelle l'Assomption, c. Casani. VIAREGGIO, Palencelle la Vierge de Montenero, cap. Défonsi.

GOLFE JUAN, mistick la Rose, cap. Sisco. MARSEILLE, bœuf Divine-Providence, cap. Bellagamba.

MARSEILLE, mistick l'Assomption, c. Benigni. MARSEILLE, gondole l'Assomption, c. Sactoni.

CERVIONE, bombarde St-Charles, c. Ersa. RIO, (île d'Elbe) brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.

VENZOLASCA, mistick Conception, c. Guaitella. TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.

BONIFACIO, gondole St-Joseph, cap. Zoria. AFACCIO, tartane l'Espoir en Dieu, cap. Benedittini.

PORTOVECCHIO, gondole Conception, cap. Caratini.

DEPARTS.

VIAREGGIO, navicelle la Famille Sacrée, cap. Borsella.

VIAREGGIO, navicelle St-Joseph, c. Vanucci.

VIAREGGIO, navicelle St-Joseph, c. Borsella.

TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.

VENZOLASCA, mistick Conception, cap. Guaitella.

VIAREGGIO, tartane l'Assomption, cap. Osé.

LIVOURNE, Bateau à vapeur l'Assomption, c. Loti.

VIAREGGIO, Palencelle la Vierge de Montenero, cap. Défonsi.

VIAREGGIO, Palencelle l'Assomption, cap. Casani.

RIO, (île d'Elbe) brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.

SARDAGNE, mistick Conception, c. Cardella.

BONIFACIO, mistick Conception, cap. Lorenzi.

LIVOURNE, mistick l'Assomption, cap. Bugliani.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 1^{er} NOVEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

EN ENVoyANT MON ARGENT

A PARIS

A L'EDITEUR, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.

A LA LIBRAIRIE, M. L. LAFITTE, RUE DE LA HARPE, N° 48.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CORSE.

La chambre des vacations de la Cour Royale devant laquelle les affaires électorales avaient été portées, a terminé ses fonctions. C'est la chambre civile qui doit se prononcer sur celles des questions, qui n'ont pas encore été jugées. Nous espérons que les audiences seront moins orageuses et que des scènes affligeantes ne viendront plus marquer le cours des discussions. Un peu de fermeté de la part du président qui remplaçait le titulaire eût suffi pour maintenir la dignité de la Cour, et rappeler tout le monde au respect des convenances. L'effusion des tribunaux n'est pas une arène ouverte aux passions politiques. Le calme et la décence sont encore plus nécessaires dans les débats irritants, que soulèvent les recours en matière électorale, qu'il ne le sont dans les causes civiles. On a vu dans l'audience dernière un avocat soutenir sérieusement, ou plutôt plaissamment que les affaires électorales n'étaient pas urgentes de leur nature, et que par conséquent la chambre des vacations devait surseoir à leur jugement. Agiter de pareilles questions n'est-ce pas pousser la plausibilité au-delà de toutes les bornes? N'est-ce pas se jouer du bon sens de la Cour et du Public? Cependant, il a été permis à l'avocat de développer à son aise cette grande question. Nous ignorons ce que la Cour a pu penser de l'appareil oratoire que l'on a apporté dans la discussion de cette thèse difficile. Quant à nous la patience de la Cour, nous a paru bien étonnante. Jamais à coup sûr la liberté de la défense n'eût plus de latitude. C'est tout au plus si l'on a expédié quatre affaires en quatre audiences. Autrefois la Cour Royale de Bastia interdisait les plaidoiries en ces sortes d'affaires, surtout quand au lieu de conclure, les avocats se jetaient dans des digressions diseuses. Le Président M. Casabianca, candidat défait aux élections de 1831, et qui sollicite des suffrages pour les prochaines élections à cru devoir s'écarter de cet usage. Nous ne chercherons pas à en deviner les motifs secrets. Les raisons pour en agir ainsi ont été sans doute excellentes; et d'ailleurs il ne nous appartient pas de publier les bruits qui circulent en ville. Notre respect pour les magistrats nous commande la plus grande réserve. Nous dirons seulement que nous attendrions de la Chambre civile l'impartialité et la modération qui distinguent les cours souveraines. Elle a trop

de tact et de noblesse dans les sentiments, pour ne pas comprendre, que son rôle c'est de rester étrangère à la lutte des partis et que nulle préoccupation personnelle ne doit se mêler à l'examen des questions qui lui sont soumises.

Voici ce qu'on lisait le 1^{er} juillet dernier dans le Journal de la Corse.

« L'Ecole Paoli sera en pleine activité à la rentrée des classes. »

Sur la foi de cette annonce semi-officielle et qui semblait partir d'une source irrécusable, plusieurs jeunes élèves étaient arrivés dans la ville de Corte pour arrêter des chambres; d'autres n'attendaient plus que la nouvelle de l'ouverture de cette école supérieure pour y rendre à leur tour. Nous en connaissons plusieurs qui ont quitté les collèges communaux dans l'espoir de trouver à Corte tous les éléments convenables d'un bon système d'études.

La ville de Corte à qui cet établissement d'instruction publique est promis depuis 34 ans, espérait de voir réaliser enfin les patriotiques dispositions du Général Paoli. Cette attente est encore une fois déçue. Il semblait pourtant que la mystification avait duré assez longtemps pour qu'il fût permis en 1837, de compter sur l'accomplissement réel du vœu national de ce grand citoyen. A défaut de toutes les considérations d'intérêt général, le respect pour sa mémoire aurait dû éveiller la sollicitude du Ministère, et ouvrir cette œuvre patriotique de l'ouvrage d'un aussi long oubli. Il est désormais impossible d'assigner une raison plausible à l'ajournement indéfini de cette fondation littéraire. Les fonds existent depuis longtemps, le local est préparé; les instruments des arts et des sciences ont été transportés à grands frais de Paris à Corte; l'ordonnance qui crée l'Ecole a paru depuis plus d'une année dans le Moniteur, quelle est donc encore un coup, la cause secrète de ce retard? Dirait-on que la matière et surtout le mode d'enseignement déterminé par les testateurs, exigeait d'importantes modifications, et qu'il fallait un travail mûr et approfondi pour faire disparaître ce qu'il offrait de vieux dans la pratique, et de trop inconciliable avec la marche et le but des institutions littéraires de l'époque? Mais le plan adopté par le Ministère semblait propre à satisfaire les partisans les plus difficiles du système actuel. En organisant au sein du même établissement des écoles secondaires

QUATRIÈME ANNÉE, N° 155.

PREMIER ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LES ÉTRANGERS . . . 20

POUR L'ÉTRANGER 24

PREMIER ABONNEMENT, 40 c. la ligne.

CH. BASTIA, PARAIT TOUS LES JOURS.



celle de Paris? Ne vit-on pas aussi en 1821 des Anglais qui voyageaient pour leur instruction dans l'Italie, se défrayer aux dépens du legs Paoli?

En songeant au sort de cette fondation patriotique, il est impossible de se défendre d'une pénible réflexion, c'est que tant de mépris pour les volontés d'un grand citoyen, tant d'insouciance pour les intérêts d'une commune qu'il avait voulu doter des avantages d'une école supérieure, ne sont pas un grand encouragement pour ceux de ses compatriotes qui seraient tentés d'imiter son noble exemple. Il est dans la pensée du gouvernement de juillet de favoriser l'effusion des lumières. Aussi apporte-t-il tous ses soins à développer les heureuses dispositions que la nature a largement départies aux jeunes élèves du département. L'école Paoli a été instituée pour répondre à ce besoin de notre époque, pour imprimer un rapide essor à ces obscures intelligences, qui, faute de culture, passent et meurent inaperçues dans les étroites limites des villages, pour mettre une instruction solide à la portée des classes pauvres, pour replacer enfin la Corse dans l'échelle des capacités, au degré qui lui appartient.

Signaler au ministère les obstacles qui ont retardé jusqu'ici la solution de cette importante affaire, c'est avoir trouvé le secret de les faire disparaître sans retour. Telle est du moins l'espoir que nous fondons sur la sollicitude éclairée du gouvernement.

L'ouverture des assises est fixée pour le 20 du courant. Nous avons publié dans le précédent numéro la liste des jurés qui doivent concourir au jugement des trente affaires sur lesquelles ils seront successivement appelés à se prononcer. Nous sommes sûrs qu'ils mettront à se rendre au siège de la cour autant d'empressement que leurs collègues de la session dernière. C'est un devoir civique auquel nul bon citoyen ne voudrait se soustraire.

Si l'on doit en juger par le texte des accusations et la nature des procès, des arrêts graves marqueront le cours de la session. Règle presque certaine, toutes les fois que l'on compte peu de constitutions volontaires, c'est que les procédures offrent bien peu de chances d'acquiescement. Or, parmi 36 accusés déjà en état d'arrestation, il n'en est que deux seulement, qui aient osé frapper spontanément à la porte du cachot. Tous les autres ont reculé devant la redoutable épreuve des débats. Il ne faut pas conclure cependant de cette remarque, que toutes les affaires n'admettent d'autre solution probable, que des arrêts de condamnation. Telle assurément n'est pas notre pensée. S'il devait en être ainsi, les détenus qui vont paraître devant le jury seraient bien à plaindre. Loin de nous la volonté d'établir contre eux un funeste préjugé. Telle procédure qui, examinée dans le silence du cabinet, présente quelques fois des charges graves, et ne laisse dans l'esprit de l'avocat ou du ministère public, que de faibles impressions contre l'accusé, se dénoue bien souvent par une déclaration de non culpabilité. Un faux témoignage, la découverte d'une odieuse machination, la rétractation inattendue du témoin dont la déposition était l'unique base de l'accusation, un alibi bien prouvé, ont suffi dans plus d'une circonstance pour met-

tre l'innocent à l'abri de tout danger. Ainsi il n'y a aucune induction défavorable à tirer de ce que nous venons de dire et sur le nombre des procès, et sur le caractère des crimes. Il ne faudrait pas en conclure non plus que les meurtres se soient succédés avec plus de rapidité dans l'intervalle d'une session à l'autre. L'erreur serait encore plus grande. D'où vient donc que le tableau de la cour des assises offre une augmentation d'un tiers sur celui de la session dernière? En voici la raison : c'est que plusieurs accusés dont les affaires étaient en état, furent renvoyés à cette session. D'un autre côté, le ministère public a compris, que c'était aller contre le but de l'institution des cours d'assises que de remettre arbitrairement le jugement des affaires d'une session à l'autre, et que ces renvois successifs étaient autant de dénis de justice.

Cette fois-ci, encore, les appréhensions des accusés se sont renouvelées; il en est qui craignent de n'être pas portés sur le tableau des assises; c'est que le fardeau des affaires pèse sur un seul officier du parquet. Le zèle quelque actif qu'il soit a des bornes, et le besoin de collaboration se fait d'autant plus sentir, que les procès électoraux, encombrant le greffe. M. Réaumur Dumas a déposé son poste à la veille de la rentrée de la Cour, pour aller solliciter les suffrages des électeurs, qui commencent à s'apercevoir, qu'il y a une incompatibilité de fait entre les fonctions de procureur général et celles de député. Son concurrent réunit plus de chances, et nous désirons ardemment qu'il l'emporte, car alors nous aurons plus souvent l'immense avantage de le posséder par nous. Certes l'administration de la justice criminelle n'en marcherait pas mieux. Mais nous serions sûrs du moins, que libre des soucis parlementaires, il reprendrait ses recherches historiques sur la Corse. Dans quelques années nous aurions peut-être une troisième édition de la fameuse brochure, avec un supplément de notes, et de nouveaux plans de prospérité publique.

PRISE DE CONSTANTINE.

Voici les détails à la date du 23 par le *Toulonnais*.

Le bateau à vapeur la *Chimère*, capitaine Jannin, est arrivé ce matin, et a apporté, ainsi que nous l'espérions, les rapports officiels sur la prise de Constantine.

Voici les renseignements que nous devons à l'obligeance de quelques personnes bien placées pour être exactement informées, et à nos correspondants de Bone. Si ceux de nos correspondants qui font partie de l'armée expéditionnaire ont eu le temps de nous écrire, ce qui est fort douteux, leurs lettres seront probablement restées à Bone, ou nous seront remises plus tard.

Nous pouvons, au reste, considérer des ce moment comme authentiques les détails principaux que nous publions sur les assauts et la prise de Constantine.

Ainsi que nous l'avons annoncé, l'armée est arrivée devant Constantine le 6 octobre. Elle était établie sur Mousoura. Du 12, on dirigea la 1^{re} et la 3^e brigades vers Kouidi-Aty; il fallut passer le *Med-Rumel*, dont les eaux étaient très hautes, et cette opération fut d'autant plus longue et pénible que l'artillerie de siège avait à exécuter le même mouvement.

Enfin, le 20, le temps s'était remis au beau, et les batteries furent démasquées; mais la pluie survenue de nouveau empêcha d'ouvrir le feu.

L'armée du bey était placée derrière la monta-

gne de Kouidi-Aty, et inquiétait les travailleurs.

Le feu commença le 11; le lendemain 12, une brèche avait été ouverte; le général Damremont voulut la reconnaître avec des officiers d'état-major, un boulet le partagea en deux, et l'armée perdit ainsi son chef.

Le général Perregaux s'étant approché du corps du général en chef pour le faire enlever, fut atteint d'une balle qui lui a enlevé une partie du nez.

Le lieutenant général Vallée, commandant l'artillerie prit en ce moment le commandement en chef de l'armée; il donna des ordres pour monter à l'assaut.

Dans les journées du 12 et 13, quatre assauts furent tentés, mais inutilement; nos troupes se virent toujours obligées de se retirer. Enfin, au 5^e assaut, la brigade Nemours s'établit dans l'enceinte; mais, là, de nouveaux combats plus acharnés encore que les précédents furent livrés; il fallut assiéger chaque maison. Mgr. le duc de Nemours voulait arrêter le carnage, mais comment éviter de tels malheurs dans un pareil moment. Tout ce que le soldat furieux rencontrait en obstacle était tué.

Enfin, nos troupes se sont établies dans la ville où elles attendent les ordres du gouvernement.

Mgr. le duc de Nemours a donné des ordres pour que les chirurgiens qui ne seraient pas indispensables pour nos blessés fussent envoyés à Achemet pour soigner les Arabes.

Mgr. le prince de Joinville est arrivé à Constantine le 15, quarante-huit heures après l'action. Il avait avec lui 3,000 hommes commandés par le colonel Bernello, et un convoi de vivres, qui a été reçu avec satisfaction, car on en aurait manqué bientôt.

On ne peut préciser, encore le nombre des morts et des blessés de part et d'autre; mais il n'est malheureusement que trop vrai que le général Damremont et le colonel Combes du 42^e, qui commandait la 4^e brigade ont été tués.

Le colonel Lamoricière a été grièvement blessé; le général Perregaux n'a pas quitté son service malgré sa blessure.

On évalue à 6,000 le nombre des Arabes qui ont péri dans Constantine. L'armée du bey est intacte, mais elle est en fuite et les tribus qui sont hostiles à Achemet se chargeront sans doute de le battre.

Nos blessés vont être envoyés en France; on laisse les malades à Bone.

Il n'est pas vrai que le général Vallée ait demandé des renforts.

Voici ce qu'on lit encore dans le *Toulonnais* du 27 octobre.

Nous avons publié, dans le supplément du dernier numéro, tous les détails que nous avions pu nous procurer sur le siège et la prise de Constantine.

Voici maintenant quelques nouveaux renseignements puisés dans nos correspondances de Bone et dans les lettres qu'on a bien voulu nous communiquer.

La Nouvelle de la prise de Constantine fut accueillie à Bone avec le plus vif enthousiasme; le courrier était arrivé le soir, on savait que la ville d'Achemet était au pouvoir de notre armée; mais on ignorait quel prix nous aurions acheté cette conquête. Les habitants et les Français firent une salve de 21 coups de canon.

On assure que le caid de Constantine, premier ministre du bey, s'est brûlé la cervelle, mais cette nouvelle mérite confirmation. Le redoutable Ben

Usa, celui qui commença la population de Bone lors de la prise et de l'occupation de cette ville par les Français, a été fait prisonnier. Il eût la défense de la ville avec les Kabyles, de l'ouest. Son fils s'est échappé le 13. Les habitants, qui ont pris une part active à la défense de la ville, craignant une trahison, et refusant à le laisser sortir; mais il leur dit qu'il allait chercher des renforts, et on lui ouvrit la porte d'El Gattara. Il n'a plus reparu; il est sans doute resté avec l'armée du bey.

La ville de Constantine était défendue par 8,000 Kabyles et 2,000 Tares; on a dit que toute la garnison avait été tuée, mais il est probable que les soldats qui ont échappé au sac se seront cachés dans les maisons et qu'ils auront en la vie sauve le lendemain de l'entrée des troupes. On sait ce qu'on doit attendre de l'humanité du soldat français lorsqu'il est calme. Quoiqu'il en soit les Français comme les Arabes se rappelleront long-temps cette affaire.

Le bey est à 4 lieues de Constantine; il a paru sensible à l'envoi des officiers de santé, et a fait dire au général en chef et au prince qu'il n'insisterait pas les convulsions de vivres et de blessés qui traitent de Bone à Constantine et vice versa; mais la fierté d'Achemet est toujours la même, du moins en apparence; il est au milieu de ses cavaliers impassibles et ne témoigne qu'une indifférence affectée sur la prise de Constantine. Son projet est sans doute de tenir la campagne; mais les contingents des tribus ne tarderont pas à l'abandonner, et réduit à son ardeur régulière de 2 à 3,000 hommes, il sera forcé par les indigènes même à se réfugier dans le désert, car il n'aura pas dans sa province une influence égale à celle qu'Abd-el Kader a sur les siens. Celui-ci représente la nationalité arabe, l'autre n'est qu'un Coulonglis sans autres sympathies dans le pays que celle des gens de sa race.

Le convoi des blessés est attendu à Bone vers le 25; les troupes qui escorteront retourneront à Constantine avec un convoi de vivres que l'on dirige déjà sur Ghelma et Medjex-Ammar. Les blessés seront embarqués sur les corvettes de charge la *Fortune*, la *Croquoise*, la *Morne* et la *Durance* qui avaient été envoyées à Bone pour y prendre les malades des hôpitaux et les transporter en France. Ces bâtiments transporteront les blessés à Toulon ou tout est disposé pour les recevoir à l'hôpital St. Mandrier.

On lit dans une lettre que le mamelon de la Victoire (Mansoura) a sauté et que 250 militaires avaient péri par l'effet de cette explosion. Nous n'osons guère ajouter foi à cette nouvelle qui n'a pu être transmise de Bone comme bruit.

La prise de Constantine nous aurait coûté, d'après les calculs les moins exagérés faits par nos correspondants, environ mille morts et deux mille blessés plus ou moins grièvement. Nous croyons que la perte a été moindre; il est quelques lettres qui la font monter à six mille hommes hors de combat.

Il ne faut pas perdre de vue que nos troupes ont tenté cinq assauts, et qu'elles ont pendant 4 heures assiégés les maisons, exposés aux balles qu'on leur envoyait des créneaux. Les assiégés se sont défendus avec bravoure d'abord, puis avec la rage du désespoir.

Lorsque la ville a été prise, il ne restait à l'armée que cinq jours de vivres, attendu que la pluie en avait détérioré une assez grande quantité. Il fallut donc s'emparer de Constantine, ou s'en retourner le 14 pour avoir des approvisionnements jusqu'au camp de Medjex-Ammar. L'armée ne pouvait se familiariser avec l'idée d'une retraite, et c'est ce qui explique la résolution avec laquelle elle a tenté cinq fois les combats meurtriers d'un assaut.

Nos soldats ont été admirables, le quart de l'armée en était à ses premières armes et recevait le baptême de feu; mais ces jeunes soldats se sont montrés les égaux de leurs compagnons et les imitateurs des bataillons des armées d'Egypte, d'Italie et d'Allemagne.

C'est, dit-on, le colonel Lamoricière qui a eu le bonheur de faire flotter, le premier, le drapeau tricolore sur les murs de Constantine.

Le général en chef, le prince et le chef d'état-major général se sont logés au palais du bey, le général Rollières s'est installé dans la maison d'Agha; les troupes se sont distribuées dans les édifices publics et à la Casbah.

Les ambulances ont été immédiatement organisées, et tous les blessés et malades y ont été transportés. Les convois qui étaient restés sur les plateaux de Mansoura sont entrés en ville par la porte del Canbara.

Les lettres ne disent pas un mot de la population. On aura bien tort si on la laisse sortir de la ville; en la retenant prisonnière, on pourra se faire connaître à elle et avoir des otages pour assurer la soumission de la plupart des tribus.

PARIS.

La nouvelle de la prise de Constantine a été accueillie à Paris avec une bien vive satisfaction. Le canon des Invalides faisait rayonner tous les visages; le soir on s'arrachait dans les rues les suppléments qui avaient été publiés par extraordinaire tant du *Moniteur*, que de la *Charte* et du *Messager*. Le mot de gloire militaire fait singulièrement vibrer les idées parisiennes; on aurait dit qu'un bulletin de la Grande armée venait d'arriver des bords de la Bérézina. Chacun déplorait au reste la mort du brave général qui a conduit nos soldats à la victoire.

Denis Damremont avait conquis ses grades sur les champs de bataille de l'empire. En 1814 il était aide de camp du duc de Raguse et il signa avec le colonel, aujourd'hui général Fabvier, la retraite de Chevilly. Sous la restauration M. de Damremont resta colonel et il obtint en 1830 le commandement d'une brigade de l'armée expéditionnaire d'Afrique, sous les ordres du maréchal Bugeaud. Il obtint du ministère du 13 mars, le gouvernement de la 8^e division militaire. Il était à Marseille lors de la folle manifestation de *Carlo Alberto*. Le général Damremont déploya à cette occasion une rare fermeté mêlée à beaucoup de courage et de prudence.

M. Damremont était gouverneur d'Afrique depuis le mois de novembre 1836. Jusqu'à présent nous n'avions pas été heureux en Afrique dans le choix des gouverneurs. Le duc de Rovigo avait été d'une complète nullité; le comte d'Erlon, avec d'excellentes intentions, n'avait pu empêcher des lumières nécessaires pour le poste qu'il occupait.

On n'a pas oublié les fautes dont a fourmillé l'administration du maréchal Cancluz. Nous avions foi au gouverneur sage, prudent, habile qui allait appliquer à toute la régence ce système de paix honorable et fructueuse, qui peut seule affermir notre puissance en Afrique, nous concilier l'estime des indigènes et assurer les bienfaits de la civilisation aux insaisissables enfants du désert. Le général Damremont s'entendait avec le général Bugeaud pour arriver aux fins de la politique du pays et des chambres. Le succès semblait devoir couronner ses travaux lorsqu'un boulet ennemi est venu l'atteindre au champ d'honneur.

L'ordre vient d'être donné, dit-on, à l'administration des monnaies de frapper une médaille d'or pour la prise de Constantine.

Dimanche il y aura une réception générale au château, à l'occasion de la prise de Constantine. Il y aura aussi un banquet de plus de cent couverts.

On assure que la garde nationale de Paris doit donner au bal du duc de Nemours à son retour d'Afrique. Cette fête parisienne sera célébrée dans la vaste salle de l'Opéra.

Le gouvernement vient d'accorder la demande faite au nom de la défunte duchesse de Saint-Len, de transférer ses restes à Rueil, à côté de ceux de l'impératrice Joséphine.

Le gouvernement qui n'a pas craint de rétablir Napoléon sur la colonne et d'ouvrir les portes de Paris à l'ex-reine de Naples, ne pouvait repousser les cendres de la reine Hortense, même après l'échouffourée de Strasbourg. Il y a de ces petites encreintes qui étaient fort en vogue sous la restauration et qui n'ont plus cours aujourd'hui.

Les dernières lettres de la Canée contiennent les détails suivants sur un nouvel acte de piraterie, commis avec d'horribles circonstances à l'entrée même du port de la Canée.

Un bateau grec, ayant à bord cinq hommes

d'équipage et six passagers, habitants de la Canée, venait de mettre à la voile pour Spezia, lorsqu'il fut assailli, dans les parages de l'île de Saint-Théodore, par une barque pirate, équipée de six hommes, armés de fusil, de pistolets et de sabres.

Après avoir dépouillé complètement l'équipage et les passagers du bateau grec, leur avoir enlevé une somme de 18,000 piastres environ, les brigands les garrotèrent à fond de calle, clouèrent sur eux les écoutilles, et firent plusieurs trous au bateau afin de le couler. En effet, ce ne fut qu'après l'avoir vu submergé qu'ils s'éloignèrent du lieu de cette épouvantable scène.

Cependant un pareil crime ne devait pas rester impuni; le capitaine et un matelot par des efforts qui tiennent du prodige, parvinrent à se débarrasser de leurs liens, à déclouer les écoutilles, à se sauver enfin.

C'est sur le rapport de ces deux hommes arrachés par une espèce de miracle à une mort certaine, que l'autorité a fait poursuivre et arrêter les auteurs de ce crime.

Ils sont déjà entre les mains de la justice; il y a trois marins, un tonnelier et un tailleur.

On lit dans le *Journal de la Merne* du 20.

Le prince Alexandre de Wurtemberg et son épouse la princesse Marie d'Orléans se rendront en Allemagne; ils passeront demain à Nancy.

HANOY, le 10 octobre. — Depuis quelques jours les bruits les plus alarmants pour les amis de la constitution, circulent dans le public et malheureusement ils ne paraissent que trop bien fondés. Quelques jours avant le départ du roi pour Carlsbad et notamment depuis son retour on disait généralement qu'il avait été décidé dans le cabinet de S. M. qu'on laisserait intacte l'ordonnance des choses actuelles qui est basée sur la constitution de 1833.

Aujourd'hui on affirme que le roi persiste avec opiniâtreté dans son refus de reconnaître la constitution de 1833, et veut absolument que les états soient convoqués conformément à la constitution promulguée en 1819 par Georges IV, alors prince régent. (*Mercur de Francoforte*.)

LA FEMME COURAGEUSE. — Les journaux canadiens rapportent un exemple remarquable d'héroïsme de la part d'une femme. On avait dit, il y a quelques temps, que le pays du lac des Deux-Montagnes était dans un état de troubles et que la vie des habitants loyaux était menacée par les traîtres Rockites du Canada, qui mettaient le feu aux maisons pendant la nuit. Une dame Provost, résidant dans le village de Ste-Scholastique, s'était fait remarquer par l'aveu franc et loyal de son attachement à la constitution et au trône. Le 8 juillet dernier on avait exprimé quelques craintes que la maison de cette dame fût attaquée par le parti des insurgés. On lui conseilla de fermer sa porte et de se cacher dans le voisinage. Malade, la Provost refusa d'avoir recours à un pareil subterfuge, quoiqu'au moment où elle était menacée d'une attaque qui demandait toute son énergie et tout son courage son enfant vint de mourir dans sa maison. Elle plaça des lumières à ses croisées qu'elle tint ouvertes, ainsi que toutes les portes. Elle endossa la veste bleue et le bonnet de son mari alors absent, elle chargea avec calme tous les fusils et pistolets qu'elle put se procurer, et se mit sur sa porte attendant avec fermeté l'événement. Une bande de 40 misérables assassins approcha de sa maison; M^{me} Provost les reçut avec une figure aussi animée et un maintien aussi résolu qu'Hélène Mac Gregor reçut le détachement anglais qu'elle détruisit au clichean d'Aberfois. Les Américains effrayés de sa contenance mâle, et épouvantés des préparatifs de résistance qu'elle avait faits, prirent la fuite avec précipitation. Les gentils hommes du voisinage, pénétrés d'admiration pour sa belle conduite, lui ont fait présent d'un magnifique déjeûner en argent, et ont fait graver sur une superbe théière le nom de cette femme héroïque, et un bref récit de l'événement.

nement dans lequel elle a montré tant de courage.

— **UNE BELLE ACTION.** Voici une anecdote toute récente, et que nous pouvons certifier véridique; on comprendra seulement que la réserve nous fait une loi de taire les noms propres.

Il paraît qu'un des nombreux industriels des environs de Rouen, qui fréquentent habituellement notre halle, avait fait rencontre d'une demoiselle à laquelle il avait voué un amour hebdomadaire, en même temps qu'une assez forte pension mensuelle. Les choses marchèrent au mieux jusqu'à ce qu'un incident dramatique vint y mettre fin; voici comment on nous a raconté l'aventure :

« Quand vous vous êtes présenté à moi, Monsieur, vous ne m'avez pas dit que vous étiez époux et père, et que tous les sacrifices que vous imposeriez mes caprices et mes desirs seraient prélevés sur la dot de votre femme, sur l'héritage de vos enfants. Si vous me l'eussiez dit, je ne serais pas devenue complice de vos folies. Mais je le sais maintenant, et je me croirais coupable si j'acceptais rien de vous, si j'acceptais une seule de vos paroles. Votre femme est là; elle vous aime et vous pardonne; vous pourriez facilement m'oublier au milieu des joies intimes de la famille. »

A cet instant M^{me}... sort d'un cabinet voisin; cette dame qui ignorait pas les liaisons criminelles de son mari, et qui en avait conçu un chagrin mortel, avait été invitée, par une lettre signée d'un nom inconnu, à venir à Rouen, et, depuis un quart d'heure seulement, elle savait qu'elle était chez la maîtresse de son mari, qui voulait elle-même le rappeler à ses devoirs.

Après un moment de stupefaction, le mari repartant demande à sa femme un pardon qu'il était certain d'obtenir; la maîtresse jouit de la belle action par laquelle elle vient de se réhabiliter, et qui lui vaut la reconnaissance de toute une famille.

— **UNE GAGEURE.** — Caen, 12 octobre. — Les habitants des environs d'Harcourt ne le cèdent pas, dit-on, à nos voisins d'outre-Manche pour la manie des gageures. On cite tel individu de ce pays qui, plusieurs fois, a failli mourir d'indigestion pour avoir voulu manger en un repas la pitance de six; tel autre qui a gagé et gagné le pari qu'il monterait d'un seul pied au sommet de Bonne-Nouvelle, un des mamelons les plus élevés et les plus rapides de la contrée.

En voici un autre qui voudrait bien avoir perdu le pari qu'il a gagné ces jours derniers. Il avait gagé qu'il avalerait dans un verre de cidre trois pièces de cinq francs, ce qu'il a fait par fortuité plutôt que par idée de gain. Mais cette fortune lui coûte cher, car il paraît que les pièces sont restées en route, et que les gens de l'art du pays, n'ayant pas à leur disposition le bec de la cigogne qui débarassa maître Renard placé dans un cas analogue à celui du malade contrefort parieur, n'ont pu lui extraire de l'œsophage les trois écus.

Pour sortir, s'il se peut, de ce mauvais cas, ce parieur, qui est un habitant de Croisilles, a dû venir, dit-on, à Caen implorer les secours de la faculté.

— **Machine à calculer.** (Extrait du *Morning-Post*.) — M. Babbage, l'inventeur, vient de publier à Briggwater, un traité relatif à l'emploi de cette machine. Il dit que dès l'année 1821 il entreprit pour le compte du gouvernement la construction d'une machine propre à calculer et à imprimer des tables mathématiques et astronomiques. Au commencement de 1833, il n'y avait encore qu'une petite partie de cette machine de faite; elle est achevée en ce moment, mais le gouvernement, de la décision duquel dépend la continuation de ce travail, n'a pas encore fait connaître à M. Babbage ses vues à ce sujet. Depuis lors, M. Babbage a projeté une nouvelle machine d'une puissance beaucoup plus grande encore, et l'ancienne n'employait que 120 figures dans ses calculs, et la nouvelle doit en employer 4,000.

— Un nouveau télégraphe vient d'être inventé en

Autriche par un ancien membre de l'orchestre de l'opéra, M. Kieniger. C'est un télégraphe acoustique. Il consiste en un tube d'une forme particulière, long de 7 pieds 5 pouces, et il transmet le son à la distance de 2,000 toises en 11 secondes 1/10, même par un vent contraire. Les indications sont rendues par des chiffres, et le transport en est facile. L'essai en a été fait à Vienne et il a parfaitement réussi. On se propose d'en faire usage pour le commandement des troupes éparpillées sur une grande surface, et pour donner l'alarme en cas d'incendie et autres circonstances semblables.

— **La fortune de miss Angela Burdett.** — Feue la duchesse de Saint-Albans a laissé à cette jeune personne la somme de 1,800,000 liv. st. (45 millions de francs). Le poids de cette somme énorme en or, en comptant 60 souverains à la livre, est de 13 tonnes 7 crot 3 qrs. et 12 livres, et exigerait la force de 107 hommes pour la porter, en supposant que chaque homme portât 289 livres (équivalent au poids d'un sac de farine). Cette somme, si on voulait la compter sur le pied de 60 souverains par minute, demanderait huit heures par jour, et à six jours par semaine, il faudrait y employer 10 semaines 2 jours 4 heures, pour en venir à bout. Di posée en souverains d'or placés l'un touchant l'autre, elle s'étendrait à une longueur de 24 milles et 240 yards, ce qui équivaut à peu de chose près à la distance qu'il y a entre Merthyr et Cardiff; et en couronnes d'argent (pièces de 3 fr. 15 ou 20 c.) elle tiendrait un espace de 113 milles 1/2 et 240 yards. Ce fut aussi une somme égale de 1,800,000 liv. st. que laissa en mourant le vieux Jenny Wood, de Gloucester. (Cardiff-Paper)

— **Il résulte, des relevés présentés à la dernière réunion savante de Liverpool par le professeur Henry, que l'on compte en Amérique 1,500 milles de chemins de fer en activité, et 2,000 milles de canaux; on construisait encore 3,000 milles de plus de chemins de fer, mais les travaux avaient été momentanément suspendus par la dernière crise commerciale.**

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA
Du 25 Octobre au 1^{er} Novembre 1837.

ARRIVÉES.
MARSEILLE, tartane St-Louis, cap. Farot.
ILE-ROUSSE, bœuf St-Jean, cap. Lamberti.
LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.
TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.

DEPARTS.
TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.
LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, Lota.
MARSEILLE, mistick Conception, c. Guaitella.

ANNONCES.

FIGARO,
Journal Quotidien. — Rédaction Nouvelle

LES ABONNÉS QUI SOUSCRIVENT
POUR LE TRIMESTRE DU 15 OCTOBRE,

Reçoivent en outre gratuitement, à titre de prime,

8 Volumes de M. de BALZAC,

(ROMANS PHILOSOPHIQUES.)

On souscrit à Paris, aux Bureaux de l'Éclair, rue Coq-Héron, 3

Chez les Frères PASTORI à Bastia.

DEI DOVERI

DEGLI UOMINI.

DISCORSO AD UN GIOVANE,

di SILVIO PELLICO. — Prix 75 centimes.

LE CONTEUR UNIVERSEL.

Recueil d'histoires et d'anecdotes amusantes, d'épisodes récréatifs, de réparties spirituelles, de bons mots, de plaisanteries historiques, d'épigrammes, de Facéties, d'improvis piquants, etc. 1 50 c.

Chefs d'œuvre des Fabulistes par Tissot 1 25

Traité élémentaire d'Arithmétique, de Géométrie et d'Arpentage, par M. Foissy, professeur de mathématiques. 1 fr.

Grammaire française de Lhomond, revue par Napoléon Landais. 50 cent. cartonnée.

9 FRANCS PAR AN.

5 fr. pour 6 mois. — 3 fr. pour 3 mois.

1 franc en sus par an pour l'étranger.

PARIS ÉLÉGANT,

JOURNAL DES MODES

Chronique des salons, de la littérature et des arts dirigé par Adolphe de Balathier de Barcelonne.

Paris élégant paraît tous les 15 jours, accompagné d'une gravure chaque fois. A ces gravures on ajoutera, aussi souvent que cela sera nécessaire, des dessins de broderies, ainsi que des modèles de coiffures, de bijoux et d'ornements de toute sorte. Quant à l'exécution des gravures, le nom seul de M. GAVARNI qui veut bien rester exclusivement chargé des dessins, est la meilleure garantie.

Paris élégant, imprimé sur le plus beau papier et tiré avec le plus grand soin contient 16 colonnes très grand in-octavo.

Le premier numéro de Paris élégant a paru le 16 septembre courant. On s'abonne à Paris, rue de Seine-Saint-Germain n° 10, et au bureau de notre Journal.

L'INDIENNE, liqueur brevétée du roi approuvée par l'académie royale de médecine, douce, suave, agréable au goût, vraie liqueur de table; elle jouit des propriétés de faciliter la digestion, d'arrêter immédiatement les nausées, les vomissements, la diarrhée de faire cesser les fluxions et autres dérangements du ventre.

Dépôt central, M. Lenoir, aux templiers rue montmartre 149 à Paris.

LA CRÉOSOTE BILLARD, contre les

MAUX DE DENTS.

Enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive et guérit la carie des dents gâtées. — le flacon est fermé et toujours accompagné d'une instruction.

— Pharmaciens dépositaires.

Sampolo, à Ajaccio; Louis Gregori, à Bastia.

Les expériences constatent, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au Bulletin des Lois (5 août et 1^{er} novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

SIRUP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du CŒUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

4, rue d'Amsterdam, à Paris. Dépôt à Bastia: Lottieri & Bastia, Guaitella à l'île-Rousse; De Nègre à Corte; Castelli à Bonifacio.

Le Girant N. TARTAGLIA.

Bastia. — De l'imprimerie de C. Fabiani.

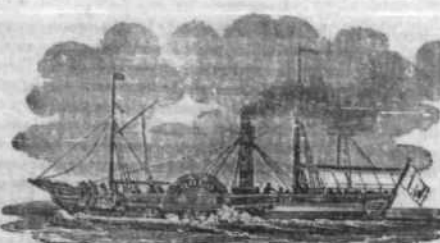
MERCREDI 8 NOVEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA
AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-correspondant de LEPRELLETIER BOURGEOIS et C^o, rue N. Dame des victoires N° 18.

A l'Agence correspondante de M. JUSTIN et C^o, Place de la Bourse, N° 8; à la correspondance commerciale, de PIGNONNE DE LA BOUTILLON rue St Honoré 207, ou l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CORSE.

La cour (chambre civile) ne s'est occupée jusqu'ici que d'affaires électoraux. Les questions les plus importantes ont été soulevées devant elle. Comment seront-elles résolues? Nous l'avons déjà dit, jamais la Cour n'eut besoin de plus de dignité et d'indépendance. Les élections ne se font pas par arrêts et nous aimons à reconnaître qu'il y a dans le sein de la cour des magistrats qui savent s'élever au-dessus de toutes les influences et ne connaissent d'autre bannière que celle de la justice. Au reste les décisions que le public attend avec une sorte d'anxiété apprendront bientôt que les Cours Royales ne sont pas des clubs politiques. S'il se rencontrait des conseillers qui ne se sentissent pas la force de demeurer neutres entre les candidats aux élections prochaines, leur devoir serait de s'abstenir, et nous les estimons trop pour penser qu'ils balanceraient un instant à prendre ce parti.

Les sympathies, quelque vives qu'elles puissent être doivent se taire devant l'importante voix de la conscience. Et nous sommes persuadés que la Cour repousserait toutes les exigences en disant à son tour *amicus Cato, sed magis amica veritas*. Ce noble langage qui honore les magistrats, les sauve en même temps de l'injure des espérances prématurées, auxquelles se livre sans réserve la soi-disant opposition.

M. Bertora, Avocat Général, a prononcé le discours de rentrée devant les chambres assemblées de la Cour Royale et une nombreuse réunion d'autorités civiles et militaires.

L'éloge de la magistrature, qui est en quelque sorte le sujet obligé de pareils discours a pris sous sa plume tout l'intérêt d'un tableau historique dans lequel M. Bertora a passé en revue tous ce que la carrière des grands magistrats, présente de faits honorables à l'admiration des étrangers et au respect de la France. Cette manière de traiter un sujet rebattu, et qui fut de tous temps le texte des plus pompeuses harangues, sauve l'ennui de la monotonie, ranime et soutient l'attention de l'auditeur, pour tout ce qu'il y a de saisissant dans le récit des nobles actions. Les exemples de fermeté et d'indépendance dont la gloire appartient à l'an-

cienne magistrature, ne sont pas aussi rares de nos jours qu'on semble le penser.

La magistrature contemporaine s'est montrée digne dans plus d'une circonstance de recueillir ce bel héritage. L'éclat dont elle brille n'est pas seulement un pâle reflet de l'illustration parlementaire; mais bien plutôt le prix de ses courageux efforts pour le maintien des franchises nationales et de son énergique résistance aux empiétements du pouvoir. C'est ainsi qu'après avoir rappelé dans un cadre resserré, mais plein d'images et de couleurs, les noms et les vertus des magistrats qui ont marqué sous l'antique monarchie, arrivant à des temps plus rapprochés de nous, l'orateur a su rattacher à son sujet quelques uns des actes de courage civil et de consciencieuse indépendance dont s'honore le plus la magistrature du XVIII^e siècle. C'est faire preuve de tact et de goût, que de sortir de l'ornière commune pour se jeter sur l'incalculable domaine de l'histoire; on est sûr du moins d'éviter les lieux communs qui ne comportant plus l'attrait de la variété, finissent par endormir les magistrats et le public. C'est en vain que l'on cherche à diversifier les formes du langage, le fond des discours reste toujours le même. Le grand art à notre avis, consiste donc à mêler à ces sortes de panegyriques judiciaires, des aperçus historiques à signaler la haute part de l'influence que les grands magistrats ont exercée sur les événements et les mœurs du pays, à exciter, par l'estime qui s'attache à leur mémoire, une active émulation parmi leurs successeurs, à les raffermir enfin dans le sentiment des devoirs de leurs charges.

C'est cette pensée d'une haute moralité, qui nous para dominer dans ce discours. Au reste le passage que nous nous faisons un plaisir de citer en donnera une idée plus exacte que ne pourrait le faire une longue analyse.

« Vous n'êtes plus un corps politique, a dit M. l'Avocat Général, en s'adressant à la Cour, mais vous êtes un corps indépendant, et vous avez encore en partage la plus noble et la plus sainte des missions. L'ordre judiciaire est la sauve-garde de la société: il est le dépositaire de la puissance des lois et de tous les droits des citoyens. Devant le tribunal suprême de sa justice, les différences des conditions disparaissent, tout est nivelé, et le prince et le sujet et les grands et le peuple se trouvent confondus dans le sanctuaire,

et la Divinité qu'ils invoquent demeure pour tous impassible comme la vérité.

« Mais le plus beau privilège de la Magistrature réside surtout dans l'heureuse influence qu'elle exerce sur le bonheur public. C'est elle qui fait prévaloir les droits du plus faible contre les prétentions du plus fort. Son autorité tutélaire protège à la fois et la sûreté des personnes et la jouissance paisible de la propriété; elle frappe les pervers pour garantir la sécurité générale; elle flétrit les actions malhonnêtes pour maintenir la morale publique; c'est la puissance judiciaire enfin qui donne la vie à la loi, qui la met en action, et qui embrasse dans une sphère immense et protectrice tout ce qui a existé dans la société. »

Le 5 du mois les avocats, près la Cour Royale se sont réunis dans la grande salle du palais de justice pour entendre le discours d'usage qui, aux termes de l'article 11 des statuts de l'ordre, doit être prononcé après la rentrée par le Bâtonnier. M^e Bradi s'est acquitté de cette tâche avec succès. Son discours, remarquable surtout par la pureté des principes et les pensées morales qu'il y a développées, a roulé d'un bout à l'autre sur les devoirs de l'avocat et les nobles traditions de l'Ordre.

Les meilleures mesures, a dit un homme d'esprit, ne sont bonnes qu'autant qu'elles ont de la mesure. Si, pour faire comprendre la justesse de cette remarque, il fallait citer des exemples, nous les trouverions dans les périls et les inconvénients graves où la suppression totale de toute espèce d'armes et le refus de délivrer des permis de chasse, ont failli entraîner la Corse tout entière. Autant nous avons insisté pour la prohibition des armes de guerre, autant nous avons applaudi à la fermeté consciencieuse avec laquelle les tribunaux ont appliqué les lois en vigueur, autant nous avons gémi sur les funestes conséquences où ne pouvait manquer de conduire la résolution inattendue et selon nous arbitraire, d'interdire le droit de chasse à tous les Corses indistinctement. Telle était cependant l'étrange détermination qu'avait prise notre Procureur Général. Les circulaires adressées à ses substituts représentaient cette mesure comme une sorte de nécessité sociale, comme la garantie la plus certaine de la sécurité et du bonheur du pays. Hors de la point de salut; fléchir dans l'exécution de ces ordres, c'était conspirer contre la sûreté des personnes et des propriétés, se rendre complice de tous les meurtres, c'était paralyser les opérations de la force armée, c'était enfin reculer d'un

QUATRIÈME ANNÉE, N° 156.

PRIX D'ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES JOURS.



siècle l'ère de la civilisation dans ce département. Ceux des Procureurs du Roi qui n'auraient pas suivi à la lettre ces sévères instructions étaient menacés de sa haute disgrâce. C'est en vain que des hommes sages et éclairés lui faisaient remarquer que le droit de chasse peut être limité dans son exercice, mais qu'il n'est point de pouvoir en France qui puisse le suspendre indéfiniment, encore moins le supprimer sans retour; que l'administration peut bien refuser la permission de chasse aux hommes sans aveux, aux vagabonds, aux repris de justice, et même aux citoyens qui ne remplissent pas les conditions exigées par les règlements et les lois; mais de ce qu'il appartient au Préfet de fixer l'époque où la chasse doit commencer, il ne s'ensuit nullement qu'il ait la faculté d'enlever aux Français un droit aussi incontestable, aussi légitime que tous les autres droits d'acquiescement, droit qui se saurait tomber que par une condamnation judiciaire. Toutes ces représentations qu'appuyaient les textes formels des lois, n'ont pu le ramener dans les voies de la légalité. Et comment n'a-t-il pas compris que ravir aux Corses le droit de chasser, c'était porter atteinte aux propriétés, par l'impuissance où l'on mettait les propriétaires de préserver leurs terres du ravage des animaux; à la sûreté individuelle, en ce que le voyageur demeurait sans défense contre les attaques soudaines d'ennemis armés; à la dignité de citoyen, par l'assimilation que l'on faisait des Corses aux repris de justice et aux gens sans aveux. En enjoignant aux Procureurs du Roi de poursuivre correctionnellement tous ceux qui marchaient avec des fusils de chasse, on appelait sur leurs têtes une grande responsabilité: on exposait d'un autre côté la force armée au danger des collisions les plus violentes, on transformait les terres en champs clos, on plaçait enfin ces magistrats entre le devoir de l'obéissance hiérarchique et les fortes répugnances de leur conviction légale. Le conseil d'Etat a décidé le 17 mai 1831 que pendant le voyage il n'était pas nécessaire que les citoyens fussent munis d'un permis de port d'armes. Eh! bien M. Réalier-Dumas en pense autrement. Il ordonne aux chefs de la force armée de les arrêter, et veut qu'ils soient menés comme des malfaiteurs devant les Procureurs du Roi.

La loi du 30 avril 1790 défend d'arrêter les chasseurs à moins qu'ils ne soient déguisés, et M. Réalier-Dumas qui se croit investi d'une sorte de dictature judiciaire, ordonne aux chefs de la force publique de faire garotter les chasseurs. La loi de 1790 défend aussi d'enlever les fusils de chasse, car il n'appartient qu'aux tribunaux d'en prononcer la confiscation, et M. Réalier-Dumas ne craint pas d'ordonner la saisie des fusils de chasse. Ha, mais trop tard, senti qu'il s'était engagé trop avant. La crainte des résistances légales et la vue des mécontentements universels que soulevait dans toute la Corse la brusque exécution de cette mesure, l'ont porté à modifier ses premières instructions. Il a voulu s'arrêter sur la pente de l'arbitraire. Mais le mal que nous avions prévu, n'était pas une chimérique appréhension. Témoin ce qui s'est passé dans la commune de Ghisoni. Cette prétendue rébellion qui a mis en émoi le Parquet de Corte et entraîné un déploiement inusité de force armée, est venu donner l'autorité et la sanction des faits à nos inquiétantes prévisions. Il faut que l'autorité supérieure en connaisse la cause et les détails.

La brigade de Ghisoni qui semble prendre un bien vif intérêt à la conservation du gibier, s'empare à chaque coup de fusil, quelque lointain qu'en soit l'explosion. Deux préposés de Danas, revêtus de leur uniforme et munis de la commission qui les autorise à porter des armes, se trouvaient sur le territoire de cette commune par suite des ordres de leurs chefs. Des soupçons de contrebande avaient déterminé de leur part de sévères recherches; ils espéraient d'arriver ainsi à la découverte d'un dépôt frauduleux de marchandises. L'un d'eux décharge son arme sur un pour rallier ses camarades, soit pour les motiver

mieux en état de faire feu en cas de besoin; quoiqu'il en soit du véritable motif de cette décharge, il n'y avait là rien qui pût éveiller l'attention de la gendarmerie. Cependant le maréchal des logis accourt avec plusieurs hommes de sa brigade. Il entoure les préposés des Danas et les somme de déposer les armes. Ceux-ci se réclament de leur qualité d'agents de l'administration, et se récrient hautement contre l'inconcevable conduite du maréchal de logis, venant entraver ainsi brusquement les opérations dont ils étaient chargés.

Toutes ces observations n'ayant servi qu'à l'irriter davantage, les préposés sentent enfin la nécessité de se mettre en état de défense. Cette scène se passait non loin du village à la vue des habitants. Plusieurs d'entre eux se rendent sur les lieux; était-ce un pur mouvement de curiosité? étaient-ils poussés par le désir de prendre fait et cause pour les préposés? C'est ce que nous n'avons pas à examiner ici. Ce qu'il y a de bien certain, c'est que sur un procès verbal de rébellion, des mandats d'amener furent décernés contre deux jeunes gens. Dans la nuit du 20 septembre investissement de leur domicile par la force armée; vaines tentatives pour s'emparer des prévenus, attroupement des habitants, prétendues violences et voies de fait, marche forcée de 150 soldats de ligne, de 24 voltigeurs et 20 gendarmes, arrestation de dix femmes, main basse sur toutes les poules et les putes du village mis en quelque sorte en état de siège, retour de la justice brutale de Morand, tels ont été les inévitables résultats de la prohibition absolue et générale des armes. Si des faits de cette gravité venaient arrivés sur le continent, quelles ne seraient point les alarmes du Procureur-Général, à quels reproches sévères ne se serait-il point exposé? Le *Moniteur* eût annoncé en même temps et la désapprobation du gouvernement, et la révocation du Procureur Général. Mais en Corse on ne se fait pas faute de violer ouvertement la loi. Ce n'est pas que ces velléités de despotisme judiciaire ne résultent la fierté native des Corses et ne choquent l'instinct de légalité si profondément enraciné dans toutes les âmes, mais on croit se signaler en frappant de grands coups. Il est des hommes qui se laissent séduire par les grossières illusions de l'amour propre au point de se croire meilleurs que les lois; c'est cette folle présomption qui les entraîne dans la route de l'arbitraire. Qu'ils sachent cependant que ces essais de mesures illégales ne sont plus de saison. Nous ne voulons pas plus du régime exceptionnel, que de Procureurs en hermine. C'est en vain que l'on voudrait nous parler des avantages de la sécurité qui ne pourrait résulter d'ici, que de l'entêtement des fusils de chasse. D'abord nous contestons que le droit de chasser avec un permis altère le moins du monde cette précieuse sécurité, dont nous sommes aussi jaloux que M. Réalier. Mais nous ne balancerions pas à la rejeter si elle ne pouvait être requise qu'au prix de nos libertés les plus chères. Une arme de commerce entre les mains d'un paisible chasseur, ne peut faire peur qu'aux lievières et aux caillies. Elle ne sera jamais un sujet d'inquiétude pour les autorités qui connaissent et observent les mœurs du pays. Qui ne sait que la classe des chasseurs offre bien peu d'hommes mal intentionnés. — Nous ne savons pas que l'on ait traduit un seul chasseur en Cour d'assises. Il n'est pas encore arrivé que l'appareil inoffensif du chasseur ait déguisé un assassin.

On serait donc, nous le demandons encore, l'opportunité de cette étrange mesure? Pourquoi déployer tant de rigueur contre des hommes qui ne s'attaquent qu'au gibier? C'est contre les bandits redoutables qui bravent l'impunité, que l'on convient de provoquer des poursuites sévères. Que l'on appelle les récompenses du gouvernement sur les voltigeurs et les gendarmes qui délivrent les cantons de la terreur des coupables dont le nombre se trouve à la vérité considérablement réduit, nous applaudirons à cette énergie de volonté qui centuple les

forces, et accroît la vigilance de la police judiciaire. — Mais qu'on laisse en paix les chasseurs. Peut-on faire à un pays un outrage plus sanglant que de le déclarer par jugement en état de suspicion légitime? Eh bien! ce que l'on n'oserait pas imaginer de l'autre côté des mers, on l'exécute en Corse. Et l'on dira après cela que nous sommes difficiles à mener! Il faut ajouter néanmoins en l'honneur des magistrats, qu'ils ont su résister avec toute l'indépendance de leur position aux exigences illégales de M. Réalier. — Les subsistants eux-mêmes ont tremblé à l'idée de partager la terrible responsabilité de cette mesure malencontreuse.

Maintenant sur qui doit retomber le sang des malheureux, que la prohibition des fusils de chasse a livrés sans défense aux coups d'implacables ennemis? Faut-il nommer les victimes? rapporterons-nous ici les malédictions des veuves, les doléances des orphelins? Redisons-nous la consternation de certaines communes où cette mesure dangereuse a mis des hommes menacés dans l'impuissance de pourvoir à leur sûreté personnelle? Non; mais que M. Réalier mesure l'étendue du mal, et qu'il tremble.

PARIS.

PRISE DE CONSTANTINE.

(Extrait du *Moniteur*.)

Lettre de M. le lieutenant-général Valée à M. le ministre de la guerre.

Constantine, le 13 octobre 1837.

Monsieur le ministre,

Après la mort déplorable du général de Damremont, j'ai dû prendre le commandement de l'armée, et c'est en cette qualité que j'ai l'honneur de vous adresser un rapport succinct de ses opérations depuis son arrivée devant cette place, en attendant le rapport détaillé qui vous fera connaître la conduite particulière des corps et individus qui se sont le plus distingués.

Ma dépêche télégraphique vous a appris que le drapeau tricolore flottait sur les murs de Constantine, et les dépêches précédentes du gouverneur vous ont fait connaître la marche de l'armée jusqu'à Saumali, où nous sommes arrivés le 5. Ce jour-là, l'armée a pris position à environ deux petites lieues de Constantine, sur les bords du Bon-Merzoug. Le lendemain de bonne heure, elle couronnait les hauteurs de Sata-Mansourah; et un peu plus tard celles de Goudiat-Aty, sans que l'ennemi opposât une résistance sérieuse à sa marche.

Mgr le duc de Nemours a été chargé du commandement du siège; le général Trézel, avec les deux premières brigades, de l'attaque de Sata-Mansourah; et le général Rulhières, avec les deux autres, de celle de Goudiat-Aty. J'ai de suite reconnu, avec M. le lieutenant-général Fleury, l'emplacement des batteries à établir sur l'un et l'autre points, et on s'est mis à l'ouvrage; mais, à peine l'armée s'établissait-elle, qu'un temps affreux de pluies et de tempêtes est venu assaillir. Ce temps a duré presque sans interruption jusqu'au 10. Il a changé les bivouacs en des marres boueuses, dans lesquelles les chevaux enfonçaient jusqu'au ventre, et où les soldats ne pouvaient trouver aucun repos.

Cependant, après des efforts admirables, l'artillerie est parvenue à armer trois batteries à Sata-Mansourah, et à en préparer une à Goudiat-Aty. Le feu contre la place a commencé le 9, et a duré une partie du 10. Les défenses de l'ennemi étant alors dévêtues en partie, la batterie de brèche a pu ouvrir son feu le 11, à 400 mètres de la place, sur le front de Goudiat-Aty. La brèche était faite le soir, mais n'était pas encore praticable. Dans la nuit les pièces ont été transportées à 150 mètres, et hier la brèche a été terminée. L'ennemi nous a opposé pendant une vive résistance;

les batteries ont tiré tant qu'elles l'ont pu, et avec acharnement.

Des fantassins embusqués sur le rempart ou dans des maisons attenantes à la muraille entretenaient un feu continu à bonne portée. En même temps des attaques journalières avaient lieu contre les deux positions de Sata-Mansourah et de Goudiat-Aty.

La sommation faite avant hier à la ville par M. le gouverneur général n'ayant amené aucune réponse satisfaisante d'Achmet-Bey, qui demandait, avant d'entrer en pourparlers, que nous cessassions nos travaux, l'assaut a été donné ce matin avec une rare bravoure, et les habitants ont été successivement débouqués de tous les quartiers de la ville, dans lesquels ils se sont défendus assez long-temps avec une extrême opiniâtreté.

Nous avons des pertes nombreuses à déplorer, et ma première dépêche vous enverra le chiffre exact des hommes tués et blessés, et l'état nominal des officiers qui sont dans l'un et l'autre cas. Le chef de bataillon de Scigny, du 2^e léger, est mort sur la brèche, ainsi que le capitaine du génie Haket. Au nombre des blessés figurent le général Perregaux, les colonels Combes et Lamoricière; les chefs de bataillon Dunas, aide de camp du roi; Vieux, du génie; le capitaine Richepanse. Heureusement plusieurs de ces blessures sont légères.

Une partie de notables et des autorités de la ville y sont restés. Je leur ai adressé une proclamation pour les inviter à demeurer tranquilles chez eux, et j'ai exigé qu'ils fournissent à la subsistance de l'armée. Achmet s'est éloigné; on assure qu'il se retire du côté du désert, où il a des relations de parenté. Son calife l'a quitté, et a demandé rentrer dans la ville.

Je vous enverrai incessamment les drapeaux pris dans Constantine.

Je suis avec respect,

Monsieur le ministre,
Votre très-humble et très-obéissant
serviteur,
Le Lieutenant-général en chef,
Comte VALÉE.

Extrait d'un rapport adressé de Constantine le 16 octobre, par M. le lieutenant-général comte Valée, à M. le président du conseil des ministres.

Je vais rendre compte, à M. le ministre de la guerre, des opérations de l'armée du 1^{er} au 13 octobre. Une copie de mon rapport sera sans doute sous vos yeux, et V. Exc. y verra l'ensemble des travaux de siège dans cette opération entièrement d'artillerie, et les mesures adoptées pour l'assaut qui nous a rendus maîtres de la ville.

Quelques tentatives ont été faites pendant que nous étions devant la place pour ouvrir les négociations. Le 11 octobre, le général de Damremont adressa aux habitants de Constantine la proclamation que vous trouverez ci-jointe sous le n^o 1. Le parlementaire revint le lendemain matin, sans avoir été maltraité, mais rapportant une réponse injurieuse, et qui annonçait, de la part des habitants, l'intention de s'enfermer sous les ruines de la place. Le 12, quelques heures après la mort du gouverneur-général, un envoyé d'Achmet s'est présenté à nos avant-postes; amené devant moi, il m'a remis, de la part du bey, la lettre dont je vous envoie copie sous le n^o 2.

Cette démarche d'Achmet m'a semblé n'avoir d'autre but que de gagner du temps, dans l'espoir peut-être que les vivres ne tarderaient pas à nous manquer, et que l'armée, obligée d'exécuter en présence de l'ennemi une pénible retraite, périrait de faim et de misère. On offrirait au bey une occasion favorable pour l'attaque, avec succès. Cette pensée m'a fait répondre au bey que, tout disposé que j'étais à faire avec lui une convention qui mit un terme aux maux de la guerre, je devais exiger, comme préliminaire indispensable de toute négociation, la remise de la place, et qu'en attendant sa réponse, je n'en prêterais pas avec moins d'activité la marche de

l'attaque. Le parlementaire parti avec la lettre dont je vous adresse copie sous le n^o 3, et depuis lors nous n'avons plus entendu parler d'Achmet.

Au moment où je refusais de faire cesser le feu de mes batteries, la brèche était déjà commencée au corps de place. Dans la soirée du 12, elle me parut assez avancée pour faire espérer que le lendemain matin elle serait complètement praticable. Je donnai, en conséquence, les ordres nécessaires pour la formation des colonnes d'assaut, qui devaient être sous la direction de Mgr le duc de Nemours, commandant les troupes du siège. Les batteries continuèrent à tirer pendant toute la nuit, et au point du jour tout fut disposé pour pénétrer dans la place, dont l'aveugle fureur de l'ennemi refusait encore de nous ouvrir les portes.

Je n'entrerai pas dans les détails de l'assaut livré par nos troupes avec la plus brillante valeur; c'est une des actions de guerre les plus remarquables dont j'ai été témoin dans ma longue carrière, et je dois à nos soldats la justice de dire que tous se sont montrés dignes de la haute mission qui leur était confiée.

Des que le calme fut rétabli dans la ville, je vins prendre possession, avec S. A. R. Mgr le duc de Nemours, du palais du bey, et mes premiers soins eurent pour but d'opérer le désarmement des habitants et de faire cesser le désordre inséparable d'une ville prise d'assaut. J'ai nommé le général Rulhières commandant supérieur de Constantine, et je lui ai prescrit toutes les mesures propres à rassurer le petit nombre d'habitants qui sont restés en ville. J'ai fait annoncer au peuple que nous prenions l'engagement de faire respecter les mœurs et la religion du pays. L'entrée des musquées a été interdite aux soldats français, et depuis ce matin, les musulmans se livrent à la prière aux heures prescrites par le Coran.

Aidé par les autorités locales, que j'ai maintenues dans leurs fonctions, l'intendant de l'armée se livre à la recherche des magasins publics et particuliers. Il a déjà trouvé une grande quantité de blé et des magasins d'orge suffisants pour les premiers besoins de l'armée. Mais nous n'avons pu encore trouver de bestiaux, et l'armée vit avec la viande qu'elle a amenée de Medjez-Hammar. Au reste, j'ai l'espoir que les tribus voisines ne tarderont pas à nous apporter des denrées, j'ai fait ouvrir un marché à la porte Bab-el-Oued, et tout semble indiquer qu'il sera prochainement fréquenté.

Je fais suivre, autant que possible, les traces du bey; les derniers renseignements qui me sont parvenus annoncent qu'après avoir été dépouillé par les Arabes de ses trésors qu'il avait emportés, il s'est retiré à plusieurs journées de marche de Constantine. J'ai expédié des émissaires pour connaître exactement la position qu'il occupe.

(Suivent les considérations politiques sur le beyick de Constantine.)

Lettre du commandant en chef aux habitants de Constantine.

Habitants de Constantine, Mes canons sont au pied de vos murs; ils vont être renversés, et mes troupes entreront dans votre ville. Si vous voulez éviter de grands maux, soumettez-vous pendant qu'il en est temps encore. Je vous garantis par serment que vos femmes, vos enfants et vos biens seront respectés, et que vous pourrez continuer à vivre paisiblement dans vos maisons.

Envoyez des gens de bien pour me parler et pour convenir de toutes choses, avant que j'entre dans la ville; je leur donnerai mon rachat, et ce que j'ai promis, je tiendrai avec exactitude.

Comte de DAMREMONT.

Pour copie conforme:

Le lieutenant-général commandant en chef
l'expédition de Constantine,
Comte VALÉE.

Lettre d'Achmet-Hadjy, bey de Constantine, au commandant en chef de l'expédition.

De la part du très-puissant notre seigneur et maître El-Sut-el-Hadjy-Akmed-Pacha, à M. le gouverneur d'Alger commandant en chef de l'armée.

(Après les compliments d'usage.)

Nous avons appris que vous aviez envoyé un message aux habitants de la ville, qui a été retenu par les principaux chefs, de crainte qu'il ne soit tué par la populace, par suite de son ignorance dans les affaires. Les mêmes chefs m'ont fait part de cette nouvelle, pour avoir mon avis. Si votre intention est de faire la paix, cessez votre feu, rétablissez la tranquillité; alors nous traiterons la paix. Attendez vingt-quatre heures, afin qu'un personnage intelligent vous arrive de ma part, et que, par suite de notre traité, nous voyions éteindre cette guerre, d'où il ne peut résulter aucun bien. Ne vous inquiétez pas de votre message, il est en sûreté en ville.

Certifie conforme à la traduction remise par l'interprète-juré.

Le lieutenant-général commandant en chef l'armée d'expédition, Comte VALÉE.

Réponse du lieutenant-général comte Valée, commandant en chef, à Achmet, bey de Constantine.

(Après les compliments d'usage.)

Je vois avec plaisir que vous êtes dans l'intention de faire la paix, et que vous reconnaissez qu'à cet égard nos intérêts sont les mêmes. Mais dans l'état où sont les opérations du siège, elles ne peuvent être suspendues, et aucun traité ne peut être signé par nous que dans Constantine.

Si les portes nous sont ouvertes par vos ordres, les conditions seront les mêmes que celles déjà consenties par nous, et nous engageons à maintenir dans la ville le bon ordre, à faire respecter les personnes, les propriétés et la religion, et à occuper la ville de manière à rendre le fardeau de la présence de l'armée le moins dur et le plus court possible. Mais si nous y entrons par la force, nous ne serons plus liés par aucun engagement antérieur, et les maux de la guerre ne pourront nous être attribués. Si, comme nous le croyons, votre désir de la paix est le même que le nôtre, et tel que vous l'annoncez, vous sentirez la nécessité d'une réponse immédiate.

Le lieutenant-général commandant en chef l'armée d'expédition de Constantine,
Comte VALÉE.

Constantine 16 octobre 1837.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur de vous annoncer, par ma dépêche du 13 de ce mois, la prise de Constantine et la mort du lieutenant-général comte de Damremont, par suite de laquelle j'ai dû prendre le commandement en chef de l'armée. Je fais préparer un rapport général sur la marche de l'armée de Medjez-Hammar jusque sous les murs de Constantine, et sur les opérations du siège qui nous a donné entrée dans cette ville. J'espère pouvoir vous adresser ce rapport aujourd'hui, en même temps que le duplicata de ma précédente dépêche. Malheureusement, les documents nécessaires pour la rédaction de ce rapport n'ont pu m'être remis en temps utile, et je me vois forcé d'en remettre l'envoi au prochain courrier.

M. le général Perregaux, chef de l'état-major-général, a été frappé d'une balle dans la tête le 12 octobre, au moment où le général Damremont venait d'être emporté par un boulet de canon; la blessure, quoique grave, n'est pas mortelle. J'espère qu'il vivra pour servir encore le roi et la France. Il n'a pas cessé du reste, de remplir les fonctions de chef d'état-major-général.

Le roi a perdu un serviteur habile et dévoué: le colonel Combes est mort hier des blessures qu'il avait reçues pendant l'assaut. C'est une perte que l'armée ressent vivement. Nous avions tous admiré son courage et son calme sous le feu de l'ennemi, au moment même où il venait d'être frappé à mort.

Je me suis fait remettre l'état de nos pertes : elles s'élèvent à 97 morts et 494 blessés, parmi lesquels 15 officiers ont été tués et 38 ont reçu des blessures plus ou moins graves.

Mon premier devoir, en prenant possession de Constantine, a été de faire procéder au désarmement des habitants, et de faire cesser en même temps le désordre inséparable d'une prise d'assaut. J'ai donné au général Rulhières le commandement supérieur de la place. La fermeté de cet officier général est parvenue à calmer l'effervescence des soldats. La tranquillité n'a pas tardé à être rétablie dans la ville, et la confiance commence à renaître parmi les habitants. Des défenses sévères ont été faites de les troubler dans leurs personnes, leur religion ou leurs propriétés. J'ai interdit l'entrée des mosquées aux soldats français, et toutes les mesures ont été prises pour que les musulmans puissent se livrer aux pratiques de leur culte.

L'artillerie s'occupe avec suite de faire rentrer dans les magasins les armes que les habitants ont abandonnées de tous les côtés en fuyant. Elle fait le réensemencement des bouches à feu qui se trouvent dans la place, il en existe, à notre connaissance, dans le moment actuel, 59 dans un état plus ou moins bon de conservation. J'ai prescrit en même temps de placer sur les remparts des pièces approvisionnées à vingt coups, pour repousser une attaque que toutefois rien ne peut faire craindre.

Le génie a commencé à fermer la brèche; il s'occupe en même temps de clore toutes les issues, autres que les portes, qui peuvent donner entrée dans la place.

L'intendant de l'armée, aidé des autorités locales que j'ai maintenues dans leurs fonctions, s'occupe de rechercher tous les magasins qui se trouvent dans la place. Il a déjà à sa disposition une grande quantité de blé, et de forge en quantité suffisante pour les premiers besoins de l'armée. Ce travail ne peut s'exécuter que lentement, parce que la ville nous est complètement inconnue; mais tout annonce que nous trouverons des grains en abondance. L'administration a fait faire du pain, et à partir de demain des distributions régulières seront faites à l'armée.

Nos recherches n'ont pas été aussi heureuses pour les bestiaux; l'armée est encore nourrie avec la viande venue de Medjeh-Hammar, mais j'espère que les Arabes nous en amèneront bientôt. Je fais ouvrir un marché à Bab-el-Oued, et les dispositions dans les quelles paraissent être les tribus voisines, donnent lieu de croire qu'elles ne tarderont pas à nous approvisionner.

Le bey Achmet, qui avait essayé par des négociations d'arrêter la marche de notre attaque pendant que je faisais battre en brèche, n'a pas cherché à renouer ces négociations depuis que nous occupons Constantine. Les rapports des Arabes sur la position qu'il occupe maintenant varient beaucoup. Cependant il paraît, d'après ceux qui me semblent les plus plausibles, qu'abandonné par le plus grand nombre de ses adhérents, et même, dit-on dépourvu de ses trésors, il s'est retiré à plusieurs journées de marche de Constantine, pour attendre les événements. J'ai envoyé des émissaires pour connaître exactement la position qu'il occupe.

J'adresse à M. le comte Molé copie de la lettre qu'Achmet m'a écrite la veille du jour où j'ai fait donner l'assaut, ainsi que la réponse que j'ai cru devoir lui faire. M. le président du conseil vous fera sans doute communiquer ces deux pièces, ainsi que la proclamation du général de Damrémont aux habitants de Constantine. Copie de ces pièces seront également jointes au rapport que je vous adresserai prochainement.

Je vais m'occuper de mettre sous les yeux de nos soldats les noms des militaires qui se sont distingués pendant le siège. J'ose espérer, monsieur le ministre, que vous voudrez bien appuyer les demandes de récompenses que je vous adresserai en leur faveur. L'armée s'est fait remarquer par son courage et sa résignation : elle a bien mérité du pays, et je compte sur la justice et sur la bon-

té du roi pour lui témoigner sa satisfaction.

Agréez, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le lieutenant-général commandant en chef l'armée d'expédition de Constantine,
Comte VALÉE.

Les ordres du roi ont prévu le vœu exprimé dans cette dépêche. Le *Moniteur* a annoncé que les restes mortels de M. le général en chef comte de Damrémont seraient transportés aux Invalides. — Le gouvernement attend avec la plus vive impatience le rapport annoncé par M. le lieutenant-général Valée sur les détails du siège, et sur les noms des braves qui ont péri ou qui ont été blessés sous les murs de Constantine.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 1^{er} au 8 Novembre 1837.

ARRIVÉES.

ANTIBES, tartane l'Annonciation, cap. Guasco.

MACINAGGIO, gondole St-Erasme, c. Baffucci.

MARSEILLE, brick goëlette l'Antoinette, cap. Mattei.

MARSEILLE, goëlette la ville de Bastia, cap. Ziani.

LIVOURNE, mistick Conception, cap. Loquente.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, Lots.

CERVIONE, tartane l'Éclair des Carmes, c. Figallo.

VIAREGGIO, gondole Miséricorde, cap. Benso.

LIVOURNE, gondole St-Joseph, cap. Paoli.

GENÈS, bœuf Jésus et Marie, cap. Boza.

TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.

DEPARTS.

CERVIONE, bœuf l'Éclair des Carmes, c. Figallo.

TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.

LIVOURNE, gondole l'Assomption, c. Saettoni.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lots.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

Chez les Frères Fabiani Imp. Lib. à Bastia.

CORRESPONDANCE

ET RELATIONS

DE

J. FIÉVÉE

AVEC

BONAPARTE

PREMIER CONSUL ET EMPEREUR,

PENDANT ONZE ANNÉES (1802-1813).

PUBLIÉ PAR L'AUTEUR.

Prix des trois volumes 22 Fr. 50 cent.

PAR BREVET D'INVENTION.

Pâte de REGNAULD aîné,

AUTORISÉE PAR BREVET ET ORDONNANCE DU ROI.

Pour la guérison des *rhumes*, *catharres*, *toux*, *coughes*, *asthmes*, *enrouements*, et des maladies de *poitrine* les plus invétérées. (Voir l'instruction qui accompagne chaque boîte) Dépôts chez MM. ARÈNE; négociant à Ajaccio; SERREYNI, marchand aux Terrasses à Bastia.

ANNONCES.

FIGARO,

Journal Quotidien. — Rédaction Nouvelle.

LES ABONNÉS QUI SOUSCRIVENT

POUR LE TRIMESTRE DU 15 OCTOBRE,

Reçoivent de suite gratuitement, à titre de prime,

8 Volumes de M. de BALZAC,

(ROMANS PHILOSOPHIQUES.)

On souscrit à Paris, aux Bureaux du FIGARO, rue Coq-Héron, 3.

Chez les Frères FABIANI à Bastia.

DEI DOVERI

DEGLI UOMINI.

DISCORSO AD UN GIOVANE,

di SILVIO PELLICO. — Prix 75 centimes.

L'INDIENNE, liqueur BRUVÉE DE ROI approuvée par l'Académie royale de médecine, douce, suave, agréable au goût, vraie liqueur de table; elle jouit des propriétés de faciliter la digestion, d'arrêter immédiatement les nausées, les vomissements, la diarrhée de faire cesser les fluxions et autres dérangements du ventre.

Dépôt central, M. Lenoir, aux templiers rue montmartre 149 à Paris.

Les expériences constantes, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au Bulletin des Lois (5 août et 1er novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

SIROP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du COEUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

4, rue Comartin, à Paris. Dépôtaires: Cl. Lottier à Bastia, Giulietti à l'Île-Rousse; De Nobili à Corte; Castelli à Bonifacio.

MERCREDI 15 NOVEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

L'Office-corresp. de LEPRELLETIER BOURGOIN

et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 15.

La librairie correspondance de Pl. JOURN

et C^{ie} Place de la Bourse, N° 8; à la cor-

resp^{ie} commerciale, de PONSARD DE SA

Boulevard rue St. Honoré 297, où l'on

reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CORSE.

La lutte électorale touche à son dénouement; il est temps de discuter les titres des candidats. D'un côté c'est un patriote de la génération nouvelle qui a su pousser l'abnégation de ses intérêts personnels aussi loin que peuvent l'exiger des mandataires difficiles. Deux fois la Corse a été attaquée à la tribune et dans son honneur et dans ses droits constitutionnels; deux fois M. Limperani l'a énergiquement défendue. Ses discours pouraient au besoin témoigner de son patriotisme et de sa courageuse indépendance. Nous n'avons pas perdu le souvenir de cette séance législative où un ministre du roi, trompé par des rapports infidèles et peu réfléchis, refusait de comprendre ce département dans la grande organisation de la garde nationale. Qui est-ce qui repoussa cette injurieuse exception? Ce fut M. Limperani. Qui est-ce qui ramena le cabinet à des sentiments d'équité et de bienveillance envers ce pays tant de fois calomnié? Ce fut encore lui. Depuis cette époque on a mieux rendu justice à l'esprit d'ordre et de soumission aux lois qui, quoiqu'en disent nos détracteurs, a toujours formé l'un des traits distinctifs du caractère national.

A une époque plus récente, un Procureur général de la Corse, osa porter à la tribune les absurdes accusations qu'avaient répandues sur ce pays de pitoyables folliculaires. L'odieuse peinture qu'il traça de nos mœurs est l'outrage le plus sanglant qu'on ait encore fait à la Corse. C'est en nous qualifiant de peuple *dépravé et pervers*, c'est en nous signalant comme une horde de sauvages, sans autre règle de conduite que des passions brutales, sans autres lois que la force, qu'il espérait nous placer en dehors du droit commun. Une voix ferme et généreuse vengea soudainement la patrie de Napoléon des atteintes de la calomnie. La Chambre ne tarda pas à partager la noble indignation du jeune député. Les impressions défavorables que le sombre tableau de nos mœurs avait jetées dans les esprits retombèrent de tout leur poids sur le prétendu régénérateur de cette île. Bientôt après ses patriotiques accents retentirent de ce côté des mers. Le nom de *supérieur commun* devint une sorte d'injure. C'était à l'énergie improbation dont on le poursuivait qu'on reconnaissait alors les amis du pays, et s'il arrivait à de rares

partisans de balbutier tout bas quelques mots de défense, leurs voix solitaires étaient bientôt étouffées sous le cri de l'opinion publique, qui ne s'était jamais manifestée ni avec plus de force, ni avec plus d'unité.

Si dans toutes les circonstances il a veillé en gardien fidèle sur le dépôt de l'honneur national, M. Limperani n'en a pas moins soutenu avec le même zèle et la même chaleur les intérêts matériels du pays. Est-ce une proposition d'utilité générale à laquelle il n'ait pris la part la plus active? Est-ce une réclamation légitime dont il ne se soit rendu l'organe? N'a-t-il pas dénoncé dans des discours, dont tous les bons citoyens ont gardé la mémoire, l'importante loi sur les travaux publics de la Corse, dont chaque jour nous nous applaudissons davantage, et dont les résultats sont incalculables? Une communication qui doit ouvrir une source de prospérité et imprimer une impulsion rapide aux progrès du pays, n'avait pas été comprise dans le classement des routes royales. M. Limperani en signala les avantages au ministère. Dans quelques années la plaine orientale sera rendue à la culture et à sa fécondité naturelle.

Il importait d'encourager par la répression de la contrebande l'agriculture et l'industrie indigène. Les ordonnances royales et le projet de loi qui ont assuré une protection efficace aux productions de notre sol, sont aussi un témoignage de son dévouement au pays et prouvent en même temps que nul n'a mieux compris les questions d'économie politique qui nous concernent.

La classe intéressante des marins lui doit en grande partie l'exemption de quelques uns des droits qui pesaient sur elle. Son appui n'a pas manqué non plus au commerce de la ville. Il serait trop long d'énumérer ici en détail tous les actes qui déposent de son patriotisme et dont l'ardeur ne peut être comparée qu'au désintéressement le plus pur.

Faut-il rappeler maintenant le jour où la question sur le bannissement de la maison Bonaparte conduisit à la tribune ceux d'entre les députés à qui les glorieux souvenirs de l'empire sont chers encore? La Corse trouva dans son député un digne interprète de ses sentiments, et personne ne combattit la loi d'exil avec plus d'éloquence et de vérité. Comme lui nous fûmes saisis d'une profonde douleur à l'idée que l'on pût refuser à ces malheureuses victimes des réactions politiques, l'asile qu'elles demandaient sur la terre de France.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 157.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MARDIS.



législatif, heureux d'établir ainsi un lien de plus entre la France insulaire et la France continentale. Mais à coup sûr ce ne serait jamais sur celui dont l'impopularité a fait presque oublier celle de M. Réalier Dumas que se porteraient les suffrages du pays. Nous sommes fiers de la conduite de ceux qui nous ont représenté à la chambre depuis la révolution de juillet.

Electeurs ! vous connaissez à présent les deux candidats ; c'est à vous à faire un choix qui satisfasse l'honneur du pays. Non nous ne vous ferons jamais l'injure de penser, que vous pourriez flouter incertains entre le député qui a défendu votre pays et l'homme qui l'a odieusement attaqué. C'est alors que nous mériterions bien les épithètes injurieuses que M. Mottet n'a pas craint de nous prodiguer du haut de la tribune. Vous vous tiendrez en garde, nous en sommes sûrs, contre les insinuations de la malveillance et contre les sordes menées des partis.

Vous n'avez qu'un but, c'est le bien du pays, vous voulez un député qui prenne à la Chambre une attitude digne d'une aussi noble mission, vous désirez enfin que la Corse soit relevée de l'oubli déplorable où elle était tombée. Eh ! bien, tels sont aussi les vœux, telle est la seule ambition de M. Limperani. Sa profession de foi est dans ses actes ; ses gages de dévouement à la Corse dans les heureux résultats que ses patriotiques efforts ont obtenus.

C'est décidément M. Mottet que la soi-disante opposition signale aux suffrages des électeurs. Déjà nommé à Apt, M. Mottet ambitionne les honneurs d'une double élection. C'est pour la première fois depuis que nous avons un gouvernement représentatif en France, qu'un député déjà nommé, va organisant de nouvelles luttes dans un autre département, et Dieu sait avec de quels moyens ! Jamais les passions haineuses que M. Mottet nous a tant reprochées, n'ont produit les excès qu'un Procureur général provoque aujourd'hui au milieu de nous et dont il donne le premier l'exemple. Mais notre corps électoral ne se laissera point entraîner à ce dernier degré d'avilissement. L'un des écrivains les plus remarquables du 19^{me} siècle dont la Corse admirait le talent et estimait le caractère, ambitionnait aussi l'honneur de la représenter aux assemblées législatives de la révolution. Il vint solliciter les suffrages dans nos collèges électoraux. C'était le célèbre Volney. Le général Paoli à qui il en avait exprimé le désir le combla des marques de la plus haute distinction. Mais il ne craignait pas de lui dire que le mandat législatif ne pouvait être confié qu'à des Corses, car nul mieux qu'eux ne comprenait les véritables intérêts du pays. Cependant cet écrivain philosophe ne nous avait pas dénigré du haut de la tribune. — Que les temps et les mœurs sont changés ! Aujourd'hui c'est l'homme qui nous a calomniés avec le plus d'audace que l'on voudrait choisir pour nous représenter à la Chambre. Ce dernier outrage manquait à la patrie de Paoli. Que penseraient en effet de son élection les députés qui furent si vivement choqués de la violence de son langage. Pareils aux esclaves, les Corses baissent la main qui les frappe, diraient ces députés, en le voyant rentrer à la Chambre comme l'élu de ce département. A cette idée

un mouvement d'indignation nous saisit. C'est la rougeur sur le front et la douleur dans l'âme que nous écrivons ces lignes. Non les Corses n'ont pu dégénérer à ce point. Solliciter des votes pour M. Mottet, c'est renier son pays. Son élection, nous ne craignons pas de le dire, serait une honte pour tous, elle serait l'abnégation la plus fâcheuse de la seule vertu que M. Réalier Dumas, lui-même ne nous ait pas contestée, le patriotisme. Mais il n'en sera point ainsi. Encore une fois, les électeurs du 2^{me} arrondissement sauront résister à toutes les pressantes suggestions d'une coterie qui n'a pas même l'excuse du fanatisme politique. Toutes les intrigues viendront échouer aux portes du collège. L'opinion publique qu'on s'efforce en vain d'égaler se prononce déjà avec énergie contre toutes les manœuvres d'un parti qui compte dans ses rangs plus de partisans de l'étranger que de patriotes. C'est à vous électeurs, qu'il appartient de sauver au pays la honte d'une pareille élection. Souvenez-vous en approchant de l'urne, qu'il y va de votre honneur. En écrivant le nom de M. Mottet sur le bulletin électoral, vous signeriez votre propre dégradation. De semblables suffrages seraient le désaveu des protestations énergiques, qui s'élèveront de tous les points de l'île, contre le discours injurieux, auquel notre jeune député donna avec tant d'impudence, le nom de violent réquisitoire contre la Corse. Que cette pensée soit toujours présente à vos esprits et nous sommes sûrs que votre choix répondra à l'attente du pays.

M. Réalier Dumas, n'a point été réélu. Il devait s'y attendre. Les élections sont le jugement solennel du pays, et ce n'était pas sans une secrète inquiétude qu'il se trouvait en présence d'un candidat redoutable. Sa vie parlementaire est terminée. En retirant le mandat qu'ils lui avaient confié, les électeurs de la Drôme ont mieux compris les intérêts de leur pays et la dignité de la représentation. Maintenant c'est au ministre de la justice à l'appeler à sa juste valeur. Quand ses concitoyens n'en veulent plus pour mandataire, serons nous condamnés à le garder pour procureur Général ?

Reconnu incapable de remplir le mandat de Député, il est encore moins en état de bien diriger la vindicte publique. L'érection d'un Mai et les ridicules louanges d'une coterie dont il est le principal appui, ne nous abusent point sur son insuffisance. Pour mettre en défaut la sagacité des Corses, il faut plus de finesse qu'il n'en a. Et la conduite qu'il a tenue depuis qu'il est à la tête du Parquet, n'est pas de nature à faire oublier sa fameuse brochure.

Le dernier numéro de notre journal était déjà publié lorsque le bateau à vapeur la Chimère s'est arrêté devant notre port, nous n'avons pu donner plutôt les nouvelles suivantes :

Le lieutenant général Perreux blessé devant Constantine s'est embarqué à Bone sur ce bateau le 4 du courant, il a cessé de vivre dans la nuit du 5 au 6. Le lendemain le commandant de la Chimère, contrarié par le mauvais temps jugea convenable de relâcher à Cagliari pour y reposer les dépouilles mortelles de l'honorable général. C'est dans l'intérieur de lazaret que les honneurs militaires lui ont été rendus. Les forts de la ville et les batteries du bateau à vapeur ont répondu par des salves d'artillerie aux nombreuses décharges de mousqueterie des troupes de S. M. Sardes. Le plus grand recueillement a présidé à cette cérémonie. Le général Fleury, le prince de la Moskowa et l'état-major du bateau suivaient le convoi que complétait un grand nombre d'autorités locales.

En embarquant le général Perreux, la Chimère avait aussi à son bord quelques autres blessés de distinction parmi lesquels nous citerons MM. Dumas aide de camp du Roi, et Froissard, chef d'escadron de la garde nationale de Paris.

S. A. R. le duc de Nemours doit s'être embarqué à Bone pour Alger le 5 de ce mois. Il paraît que l'armée d'Afrique ne peut soutenir la vue de l'uniforme français puisque un détachement de dix hommes peut aller de Bone à Constantine sans crainte d'être attaqué par les Arabes.

Ackmet bey plus prévoyant que l'ex bey a dit-on emporté avant son départ de Constantine douze cents mulets chargés de ce qu'il avait de plus précieux.

Le Docteur N... nous a assuré que la blessure du général Perreux a dû nécessairement empirer par suite des efforts qu'il dut faire sans interruption pendant plusieurs jours, afin de transmettre aux autres chefs militaires le plan de toute la campagne, la clef de toutes les opérations dont il était seul dépositaire depuis la mort du général Damremont.

Quoique le choléra ait entièrement cessé à Bone, l'état sanitaire de cette ville est loin d'être satisfaisant par suite des fièvres qui encombre les hôpitaux de malades.

Le capitaine de la Chimère, était porteur de dépêches pour le gouvernement. Il a continué sa route pour Toulon aussitôt après s'être approvisionné des vivres indispensables aux blessés qu'il avait à son bord.

PARIS.

A l'époque de son mariage, M. le duc d'Orléans consacra 150,000 fr. à fonder des bourses à l'Ecole royale militaire de St-Cyr, particulièrement en faveur des sous-officiers de l'armée que leurs examens feraient déclarer admissibles à l'Ecole royale. En vertu de cette décision, et au moment où cent soixante-dix candidats viennent d'être reçus à Saint-Cyr, S. A. R. a accordé à des élèves, anciens militaires, et comme récompense de leur zèle, de leur bonne conduite et de leur application, dix demi-bourses, dont six à des élèves nouvellement admis, et quatre à des élèves qui ont déjà passé une année à l'Ecole royale.

Cobourg, 31 octobre.

Hier, LL. AA. RR. le duc et la duchesse de Wurtemberg sont arrivées dans nos murs. La jeune princesse aura sans doute été charmée de l'accueil cordial et distingué qu'elle a reçu de la famille de son époux. Dès la matinée on apercevait dans la ville une activité extraordinaire. Une partie des domestiques du duc allèrent à cheval à sa rencontre jusqu'à la première station. Le duc Ernest de Wurtemberg et M. d'Alvensleben, grand écuyer du duc régnant, s'y rendirent aussi. Le soir, la galerie du château, qui a été décorée avec goût et magnificence pour la réception du jeune couple, parut tout-à-coup resplendissant de lumières.

Le duc, la duchesse, les deux jeunes princes leurs fils, et toute la cour se trouvaient réunis dans les grands appartements. Lorsqu'à 9 heures, on donna le signal de l'arrivée des illustres voyageurs ; une foule immense se pressait devant l'escalier du vestibule et barrait presque le passage aux cavaliers munis de torches qui précédaient la voiture de LL. AA. RR. A. lors, le duc et la duchesse ainsi que les princes allèrent recevoir LL. AA. RR. au bas de l'escalier. On sait que la duchesse régnante a voué une amitié sans bornes à ses frères, les princes de Wurtemberg. Il n'est, par conséquent, pas surprenant que la princesse Marie ait reçu un accueil si aimable de sa belle-sœur. De son côté, le duc régnant a témoigné les plus grandes attentions à la princesse. LL. AA. RR. ont été conduites dans leurs ap-

partements. Il y a eu ensuite un grand souper, une duchesse dont la physionomie est spirituelle et agréable, a beaucoup plu par la simplicité et l'affabilité de ses manières. Une série de ces va commencer.

(Gazette d'Alsbourg du 3 novembre)

M. le ministre de la guerre a signé hier la liste d'admission des élèves de l'Ecole Polytechnique. Cent quarante-cinq élèves avaient été présentés par les examinateurs comme admissibles ; mais le chiffre des admis, fixé par les besoins des services, n'est que de 125.

Parmi les élèves de l'Ecole de la première année, 108 restent, après examen, pour la seconde année. Parmi ceux qui avaient fini leurs deux années d'école, 112 sont admis dans les différents services publics.

On écrit de Lyon, 1^{er} novembre :

Vendredi dernier, M. Deschamps, riche habitant de la Guillotière, mourut à la suite d'une courte indisposition. Ses obsèques furent commandées pour le dimanche matin. Ce jour-là, au moment fatal où on allait clouer sur la face du mort la planche de sapin qui ferme la bière, quels furent l'étonnement et l'effroi de tous les assistants, en voyant le corps se lever dans son suaire, se mettre sur son séant et demander à manger.

Tout le monde allait fuir épouvanté, lorsqu'on reconnut que ce n'était point un fantôme, mais bien M. Deschamps lui-même, qui revenait très heureusement d'un sommeil léthargique, qu'on avait pris pour la mort. On lui a prodigué de suite tous les soins nécessaires, et son état ne laisse plus aucune inquiétude.

Il a affirmé que, dans son état léthargique, il entendait tout ce qui se disait ou se passait autour de lui, sans pouvoir faire un mouvement ni exprimer ses sensations ; supplice horrible qu'il faut avoir éprouvé pour le comprendre, et qui doit mettre plus que jamais l'autorité en garde contre les inhumations précipitées.

Sur 52 officiers tués ou blessés au siège de Constantine, on compte 29 capitaines, et il est remarquable que les balles ennemies semblent avoir choisi les plus jeunes ; sur les 24 capitaines d'état-major et d'infanterie, 13 étaient sortis de l'Ecole militaire depuis 1822, et sur les 3 capitaines du génie, trois étaient sortis de l'Ecole Polytechnique depuis 1834.

L'arme du génie a fait une partie sensible dans la personne de M. Hackett, capitaine, commandant la 1^{re} compagnie du génie, tué sur la brèche à Constantine. Ce jeune officier décoré pour ses services distingués au siège d'Anvers, était capitaine depuis trois années. C'est lui qui, à la précédente expédition de Constantine, avait été chargé de reconnaître dans la nuit du 2^o novembre l'état de la brèche à la porte del Cantara. Il s'acquitta avec bravoure de cette mission, belle, mais périlleuse. Le lendemain, à la tête de une compagnie, il prit part à la malheureuse tentative d'assaut sur le pont romain. Au retour de l'expédition, resté à Guelma, sous les ordres du colonel Duvivier, c'est le capitaine Hackett qui a tiré cette place de ses ruines, et qui en a fait un poste important. Ce digne officier et sa compagnie, réduite à une poignée d'hommes déterminés, reçurent encore cette fois l'ordre de se trouver au poste d'honneur, le 13 octobre dernier. Il y a été frappé mortellement.

Le résultat général des élections connues est excellent. La cause de l'ordre et de la liberté constitutionnelle triomphe des efforts réunis des diverses opposition. La gauche perdra plusieurs de ses membres influents ; elle comptera, il est vrai, dans ses rangs quelques noms nouveaux d'une couleur très prononcée ; mais leur présence ne peut avoir d'autre résultat que de rallier plus fortement encore les nuances de la majorité constitutionnelle.

(Charte de 1830.)

395 nominations sont déjà parvenues au gouvernement, 64 restent seulement à connaître.

Les élections connues dont nous donnons aujourd'hui le tableau semblent, au premier aspect, ne nous offrir qu'une seconde édition de la dernière chambre. Il ne s'agit presque partout que de réélections. Pour apprécier les prétendues modifications que les partis espèrent voir apporter au système de la majorité, il faut donc que nous ayons sous les yeux la liste des élections nouvelles qui figurent en petit nombre parmi ces réélections, et nous ne l'aurons que mercredi ou jeudi. Tout annonce jusqu'à présent que la chambre de 1838 ne sera, à très-peu de chose près, que celle de 1834, avec quatre ans d'existence de plus.

(Presse.)

Le Garde National de Marseille annonce que M. Horace Vernet est parti le 28 octobre pour Constantin.

Les habitants d'Agam (Croatie) ont été témoins d'un phénomène extraordinaire. Depuis le premier jour d'octobre on entendait des gémissements sourds qui semblaient sortir de dessous terre ; les troupeaux couraient dans toutes les directions, mugissant d'effroi ; les animaux sauvages venaient jusque dans les rues de notre ville, et les oiseaux de proie s'abattaient sur les toits des maisons et se laissaient prendre sans résistance. Les soi-disant devins et diseurs de bonnes aventures, qui sont en grand nombre dans notre pays, prédisaient la fin du monde, ou du moins une grande révolution dans la nature. Les autorités autrichiennes, qui se méfient un peu des Croates, ordonnèrent une concentration de troupes, et la police était aux aguets. Enfin le 6 octobre, à trois heures après midi, se fit entendre une détonation semblable à une salve d'artillerie, et la terre commença à trembler ; l'épouvante était générale, tout le monde abandonnait les maisons et la ville, et s'enfuyait dans les campagnes ; les cloches sonnaient d'elles-mêmes, les meubles se déplaçaient, et plusieurs bâtiments s'écroulèrent.

Les détonations se répétèrent de demi-heure jusqu'à six heures ; dans la nuit elles étaient plus rares, et la terre tremblait moins fortement ; dans la matinée du 7, deux détonations se firent entendre, et aussitôt le tremblement de terre cessa tout-à-fait. L'air se refroidit, et le vent du nord soufflait. Le baromètre était à 28° 4' 10", et le thermomètre à 7 degrés au-dessous de zéro. Heureusement aucune personne n'a perdu la vie par l'écroulement des maisons, mais trois et deux enfants sont morts de frayeur dans les champs, et plus de soixante personnes gardent le lit par suite de la terreur et du refroidissement subit de l'atmosphère.

On trouve presque partout des animaux domestiques et des oiseaux morts. Les lettres des villes et villages de la Croatie annoncent que les détonations et le tremblement de terre se sont étendus par le pays entier ; elle disent qu'il y a eu de grands dégâts, et que bien des personnes ont perdu la vie.

LE COLONEL DE LAMORICIERE. — Léon de Lamoricière, né à Nantes, est élève de l'Ecole polytechnique ; il entra en 1826 à l'Ecole d'application et en sortit comme chef de promotion du génie. Homme distingué dans sa spécialité, sans la guerre d'Afrique, il fit resté inconnu à sa patrie. Le jeune officier comprit sa vocation ; il demanda et obtint de faire partie de l'expédition commandée par le général Boursmont. A peine toucha-t-il le rivage d'Alger, qu'appliquant son intelligence et son instruction à comparer, analyser et déduire, il devina l'avenir de la colonie, et voulut s'associer complètement à la gloire qu'il prévoyait, il se fit homme du pays. Le lieutenant de Lamoricière imita le capitaine Duvivier, et abandonnant l'arme distinguée dans laquelle il servait, il entra comme capitaine dans les zouaves. Son caractère franc et ouvert, sa fermeté, lui méritèrent l'attachement de ses soldats, et il pla à une sévère discipline les turbulents enfants de Paris.

A la tête des Parisiens dévoués à ses ordres, il délivra les prisonniers français, et par son éclat

tante valeur, il protégea dans la seconde expédition de Médéah la retraite désastreuse du général Berthézène.

Dans le courant de janvier 1833, il se hasarda dans la plaine avec quelques compagnies, fait sa reconnaissance, et soutint seul le choc d'une nuée d'Arabes.

Le général Rovigo étant parti pour la France, le général Avizard, gouverneur par intérim, appela le capitaine Lamoricière à la tête du bureau arabe. Ici se développent pour le jeune officier d'autres talents que ceux du soldat ; il organise de nombreuses intelligences avec les tribus, et s'attache leur affection par son adresse et la noble confiance qu'il montre en s'exposant hardiment au milieu de nos sanguinaires ennemis. A cette époque, le capitaine de Lamoricière fut nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Chargé d'étudier le terrain de Bougie, il fit preuve d'une rare audace et d'une sagacité remarquable. L'expédition se fit, et par une conduite qui contribua puissamment au succès de la journée, il fut digne d'être cité le premier à l'ordre de l'armée, obtint le grade de chef de bataillon, et remplaça le colonel Duvivier appelé au commandement supérieur de Bougie. M. le commandant Lamoricière fut encore cité dans l'expédition contre les Hadjoutes, conduite en 1834 par le général Bro. La plaine étant pacifiée pour quelque temps, il donna l'idée philanthropique d'établir des ambulances pour les Bédouins malades et blessés, et les organisa avec le docteur Giscard.

C'est encore le nom du brave commandant qui est répété avec distinction dans les expéditions de 1835, contre les Hadjoutes et les Mouzagas, et dans celle qui se fit plus tard au-delà de la Chiffa.

Le commandant de Lamoricière, chargé par le général Rapatel d'une mission à Oran auprès du général Trézel (juin 1835), apprend en arrivant à sa destination que le général, engagé dans les défilés, vient d'éprouver un échec à la Macta. Il ne restait à Oran que les troupes nécessaires à la défense de la ville ; le commandant se rend au milieu des tribus des Douaïres et des Smellas, et décide, chose qu'on avait tentée en vain, 600 cavaliers à le suivre. Avec ce renfort, il rejoint, après une marche pénible et aventureuse, la brigade du général Trézel, et se montre encore, en cette occasion, l'infatigable protecteur de la retraite.

Le 10 avril 1835, à l'attaque du col de Ténéah, sous le général Rapatel, et le 6 octobre, dans un engagement au même endroit, les bulletins citent le commandant Lamoricière en tête des plus braves. C'est dans cette expédition que le commandant Lamoricière sauva la vie au fils du général Bro.

A l'expédition de Mascara, où assistait le duc d'Orléans, en décembre 1835, le bataillon de Zouaves sert puissamment à la prise de la ville, et placé à l'arrière-garde, il exécute une dangereuse retraite, et sauve la vie du prince par la présence d'esprit de son chef. Pour ce nouveau fait d'armes, le jeune commandant est nommé lieutenant-colonel.

En septembre 1836, il pénètre dans le pays des Hadjoutes, se fait obéir par sa douceur et sa fermeté énergique, et revient ayant rempli avec succès et sans effusion de sang la mission dont il était chargé.

Pendant la première expédition de Constantine, resté pour protéger Alger, il fait cesser les rapines qui étaient devenues fréquentes, et sous sa garde nos lignes deviennent inattaquables.

Tout le monde connaît la vaillance que vient de déployer le colonel Lamoricière, dans les travaux de siège et dans l'assaut de Constantine. Blessé sur la brèche, il se relève des décombres où on le croyait enseveli à jamais, et rejoignant des Zouaves mutilés qui couraient à la mort pour le venger, il entre un des premiers dans la ville.

La blessure que le colonel Lamoricière a reçue au visage n'aura pas de suite.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

— On lit dans la *Sentinelle des Pyrénées* du 4 novembre :

Le courrier de Madrid n'est pas arrivé hier. Nous avons donné, du reste, dans notre dernier numéro par voie extraordinaire, les nouvelles les plus importantes des feuilles du 28; nous n'aurions pu recevoir hier rien de plus récent.

Nous pouvons assurer que le passage de l'Ebre par don Carlos est un fait positif. Le 26, il se trouvait à Arciniega, et le lendemain on l'attendait à Durango. Les agents du Préfet ont couru le bruit dans les provinces que l'armée n'a été forcée de rentrer que parce qu'elle manquait absolument de munitions. Cependant les grandes pertes qu'elle a essuyées et l'état déplorable des bataillons qui ont passé l'Ebre, prouvent au contraire que les divers combats qu'elle a soutenus lui ont été favorables, et qu'elle est rentrée dans l'impuissance de soutenir la campagne.

La vue de ces soldats à moitié nus et affamés, a produit une profonde sensation sur les habitants.

Les journaux de Saragosse du 31 octobre contiennent les quelques nouvelles suivantes :

Le commandant de la colonne de volontaires mobiles, don Pantaléon Bone, écrit de Montalvan qu'il s'est rendu à Vilar de los Navarros, où il s'est comparé de l'hôpital carliste. Il y a trouvé dix blessés christinos et onze blessés factieux qu'il a fait transporter dans le fort de Carinena. Il s'est dirigé ensuite sur Oñate par Munieca où se trouvaient dix cavaliers carlistes sous les ordres d'un capitaine, qui furent surpris et dont les chevaux restèrent entre nos mains; un sergent pris également a été fusillé.

Cette petite affaire et le feu de mousqueterie qui avait eu lieu, donna l'éveil à une colonne de 500 hommes et 60 chevaux, sous les ordres d'Arnon, qui ne jugea pas prudent d'attendre les volontaires; sur l'avis néanmoins que d'autres forces carlistes se portaient sur Oñate, le commandant Bone se retira sous le fort de Montalvan.

Bulletin reçu au ministère de la guerre. — Le général en chef des armées réunies, comte de Luchana, mande de son quartier général de Bribiesca, en date du 26 courant :

Le prétendant, avec les débris de sa faction, s'est vu forcé d'entrer en Biscaye par la vallée de Monna. Ce triomphe signalé complète les glorieux succès obtenus par l'armée dans cette mémorable campagne, qui fera époque dans les annales de la guerre. Les vertus, la constance et la résignation de nos braves troupes feront l'orgueil du pays. Le général en chef ajoute qu'il a pris toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer la vaste ligne du Nord, et il se promet d'heureux résultats pour la prochaine campagne d'hiver.

(Gazette de Madrid du 30 octobre.)

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 8 au 15 Novembre 1837.

ARRIVÉES.

LIVOURNE, mistick l'Assomption, cap. Bonelli.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, Lota.

NAPLES, balancelle St-Philippe, cap. Delagata.

VIAREGGIO, bœuf St-Joseph, cap. Bertocci.

LERICI, mistick Conception, cap. Guaitella.

CARGÈSE, mistick St-Jean-Luc cap. Canavaggia.

MARSEILLE, goëlette la Constance, c. Rogitino.

CIVITAVECCHIA, tartane la Conception, cap. Malaspina.

NAPLES, balancelle Motorese.

LERICI, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

MARSEILLE, tartane l'Éclair des Carmes, cap. Moniglia.

TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.

LERICI, tartane Conception, cap. Guaitella.

DEPARTS.

LIVOURNE, goëlette la Rubertina, cap. Oliva.

LIVOURNE, tartane St-Louis, cap. Fervaux.

TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.

TOULON, Goëlette d'Etat l'Étoile, c. Gasquet.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

MACINAGGIO, gondole St-Erasme, c. Raffocci.

LIVOURNE, gondole Misericorde, cap. Benso.

LIVOURNE, goëlette la ville de Bastia, cap. Zuani.

LIVOURNE, mistick St-Joseph, cap. Benigni.

GENÈS, bombarde St-Charles, c. Ersa.

MARSEILLE, bœuf l'Éclair des Carmes, c. Figallo.

LIVOURNE, bœuf St-Antoine, cap. Stretti.

CERVIONE, bœuf St-Joseph, cap. Bertocci.

LIVOURNE, bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

ANNONCES.

A LOUER POUR NEUF ANNÉES

A UN PRIX MODIQUE.

Une campagne d'une demi-lieue de circonférence, avantageusement située, à la distance de trois milles de Bastia (Corse); très fertile, mais négligée et dès lors en partie inculte; arrosée par plusieurs sources d'eau; ayant plus de quatre-vingt ares de vigne, plusieurs arbres fruitiers, quelques oliviers, soixante mûriers, une maison élevée, dans une belle situation, sur trois étages d'un étage avec grenier; l'étage est divisé en huit pièces, savoir: deux salles, une cuisine et cinq chambres à coucher.

Les avantages qu'offre ce bail sont dignes d'attirer l'attention des agronomes qui désirent d'utiliser leurs connaissances en Corse, où malheureusement la culture est encore dans son enfance.

Exploitée par un agronome habile, cette propriété est susceptible de devenir, en peu de temps, une métairie des plus productives à l'insular du continent.

Si l'on voulait y établir une fabrique de soie, le propriétaire s'engagerait d'y faire planter mille mûriers, qui, attendu la fertilité du sol, ne manqueraient pas de rapporter beaucoup dans les cinq dernières années du bail.

S'adresser à M^r Pellegrini, avoué à la cour royale de Corse, à Bastia.

Les expériences concluantes, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au Bulletin des Lois (5 août et 1^{er} novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

SIROP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du COEUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

4, rue Lamartine, à Paris. Dépôtaires: Cl. Lotterio à Bastia, Giuliodi à l'Isle-Rousse; De Nobili à Corte; Castelli à Bonifacio.

Chez les Frères Fabiani Imp. Lib. à Bastia.

CORRESPONDANCE

ET RELATIONS

DE

J. FIEVÉE

AVEC

BONAPARTE

PREMIER CONSUL ET EMPEREUR,

PENDANT ONZE ANNÉES (1802-1813)

PUBLIÉ PAR L'AUTEUR.

Prix des trois volumes 22 Fr. 50 cent.

Dictionnaire

GÉNÉRAL ET GRAMMATICAL

DES

Dictionnaires Français,

Extrait et complément de tous les Dictionnaires anciens et modernes les plus célèbres;

PAR NAPOLEON LANDAIS,

Auteur de la Grammaire, Résumé générale de toutes les Grammaires françaises.

TROISIÈME ÉDITION.

2 volumes grand in 8 --- Prix 26 francs.

MERCREDI 22 NOVEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

A L'ÉDITEUR

A PARIS

APRÈS LA MORT DE L'ÉDITEUR

ET, par M. Digne des victoires N° 12

A l'adresse correspondante, 20 St-Jacques

N° 27 rue d'Orléans N° 48; 31 rue

Capitoul, commandant de l'École de la

Bastie, rue St-Hippolyte, 20, au 1^{er}

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

et, par M. Digne des victoires N° 12

QUATRIÈME ANNÉE, N° 153.

PRIX D'ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, le ligne par

CE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL PARAIT TOUJOURS LE MÊME

LE JOURNAL

qu'il ne conste pas qu'ils en aient été rayés par aucune décision préfectorale ou judiciaire; qu'il est justifié par les actes judiciaires de recours, déposés sur le bureau, et visés par le secrétaire général de la préfecture, qu'ils étaient en instance pour être réintégrés sur la liste, attendu que par deux arrêts rendus par la Cour Royale de Bastia, dans les affaires Chiaromonte et Marchetti, sous la date du 16 du courant, il a été ordonné le rétablissement de ces deux individus sur la liste par le motif que la permanence des listes électorales ne permet pas qu'un électeur perde sa qualité s'il avait été précédemment inscrit, sans un arrêt de radiation rendu par l'autorité compétente; Attendu que dans cet état de choses et d'après les dispositions des articles 34 et 46 de la loi du 19 avril 1831, le bureau dit que les dits 13 individus seront admis à voter.

Nous le demandons à tout homme de bon sens qui a de la conscience et du jugement, n'y a-t-il pas identité de motifs entre les arrêts de la Cour et la décision du bureau? D'ailleurs, la majorité se trouverait acquise indépendamment des votes de ces électeurs. L'appui de l'opinion publique ne lui a pas manqué davantage. La conduite de M. Limperani n'a pas démenti la noblesse de son caractère. La population de Bastia s'est prononcée en sa faveur avec autant d'ensemble que de spontanéité. Sa popularité n'est pas un enthousiasme passager. Elle repose sur une base durable, la reconnaissance pour des services importants. Elle est le prix d'un dévouement sans bornes aux intérêts du pays, et nous sommes sûrs qu'elle ne changera pas plus que l'adhésion des électeurs patriotes.

Si les renseignements qui nous ont été donnés sont exacts, M. Réalier-Dumas voyage sans passeport. Parti le 12 octobre, il est retourné le 20 courant, et toujours sans passeport. Nous avons cependant de la peine à le croire. Cette infraction aux lois de police et de sûreté ne serait pas moins grave que la violation des lois sanitaires.

On remarque une grande activité dans les travaux des Ponts et Chaussées. Cette heureuse impulsion est due au zèle infatigable, et à l'habile direction qu'à su leur imprimer M. l'ingénieur en chef. — Le perfectionnement de nos voies de communication est l'intérêt le plus vital du pays. C'est favoriser son développement industriel et agricole, c'est acquiescer par conséquent des titres à sa reconnaissance, que de travailler efficacement à l'ouverture et à l'entretien des routes royales. Cette gloire est réservée à M. Fourier. Les espérances du pays ne seront pas déçues.

— Par décision du 22 juillet dernier, M. le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, a décerné une médaille d'argent à MM. Peretti, officier de santé à Sartene, et Suzarini, docteur en médecine à Vescovato, en récompense du zèle avec lequel ils se sont livrés à la propagation de la vaccine dans le cours de l'année 1835.

— L'administration des ponts et chaussées vient de mettre en adjudication pour le 4 décembre prochain :

1° Sur la route d'Ajaccio à Bastia. Construction du pont Bonelli et route aux abords; le total des dépenses est de 11,500 fr.

2° Route départementale de Calvi à S. Florent. Construction de la route à la suite de la partie exécutée à la sortie de l'Ile-Rousse; le total des dépenses est de 19,800 fr.

Les audiences de la Cour d'assises ont commencé. Son premier arrêt a été empreint d'une excessive rigueur. Les Jurés qui ne s'attendaient pas à une peine aussi forte, n'ont pu dissimuler la douloureuse surprise dont ils ont été saisis, à la prononciation de cet arrêt. Le ministère public qui avait mieux apprécié les faits n'a pas cru devoir insister avec force sur la prévention. Il était facile de s'apercevoir que s'il ne renonçait pas formellement à l'accusation, il eût été bien aise qu'un bill d'acquiescement rendit l'accusé à sa liberté, et à sa famille. Notre intention et notre devoir est de suivre de près les opérations de la Cour d'assises. Nous voulons exercer le contrôle le plus sévère et sur les déclarations des divers jurys de jugement et sur les arrêts de la Cour. Une notice rapide mais fidèle des faits, mettra le public à même de porter un jugement consciencieux sur les réponses des Jurés et les décisions des magistrats. S'il leur arrivait de faiblir devant les accusés, que protègent la fortune et le crédit, pour réserver toute la rigueur des lois contre des malheureux, nous aurons le courage de faire entendre des paroles de blâme. Il est pénible de voir que des accusés, placés dans des positions identiquement les mêmes, sont condamnés à des peines différentes. Serait-ce parce qu'on fait acception de personne? serait-ce parce que les parties lésées n'ont pu faire entendre leur voix? Quoiqu'il en soit du véritable motif de cette étonnante disparité, nous tiendrons une note exacte de tous les arrêts. Tant d'indulgence d'un côté, tant de sévérité de l'autre, ne pourraient s'expliquer que par des influences secrètes. Or, nous avons intérêt à prévenir ces oppositions choquantes, nous voulons empêcher autant qu'il dépend de nous que les jurés se laissent entraîner à des considérations personnelles.

Cependant l'arrêt rendu dans l'audience du 21 présente un contraste bien frappant avec celui prononcé le jour précédent, en ce qu'une tentative de meurtre à l'aide d'une arme à feu et suivie de blessures, n'a été punie qu'avec six mois d'emprisonnement; tandis qu'un coup de bâton, n'ayant occasionné qu'une contusion légère, a entraîné le double de cette peine.

Toutefois nous attendrons d'autres arrêts pour juger du caractère moral de la session.

PARIS.

Le Journal du Havre du 13 novembre contient l'extrait suivant d'une lettre de la Guadeloupe :

« Vous avez dû apprendre que Porto-Ricco, surtout la partie St-Jean, avait été ravagée par un ouragan qui a passé le 2 courant. Saint-Thomas et Saint-Barthélemy, Tortole et toutes les îles vierges ont beaucoup souffert. Il y a eu de nombreux désastres et de nombreuses victimes. Le 26 juillet, la Barbade avait en son tour, plusieurs navires avaient été jetés à la côte. Le nombre des bâtiments perdus dans les Antilles du 26 juillet au 2 août, est de 130 environ, grands et petits. Nous avons eu jusqu'à présent le bonheur d'échapper à ces fléaux, c'est bien assez de l'ouragan politique qui paralyse le placement de notre production la plus importante.

« La Carolina vient d'entrer à la Pointe-à-Pitre avec un fort arrivage de farines. L'article est d'autant plus avili qu'il y a aussi arrivage de deux bordelais, la Dufy et la Bonne-Adèle.

LE GÉNÉRAL BARON DE PERREGAUX.

Quand la prise de Constantine ajoute une belle page à nos annales militaires, pourquoi faut-il que la joie du triomphe soit troublée par la perte de tant de braves qui ont si puissamment contribué à ce glorieux événement?

Nul n'y a pris une part plus active que le général baron Perregaux. Frappé devant la brèche, ce brave officier-général vint de succomber, le 6 de ce mois, aux suites de sa blessure.

Né le 21 octobre 1791, à Neufchâtel, en Suisse, mais d'origine française, et naturalisé français, Alexandre-Charles Perregaux était entré au service en qualité de sous-lieutenant, le 12 juillet 1807, dans le bataillon de Neufchâtel. Voici la date de ses principales promotions :

Lieutenant le 1er mai 1808, capitaine le 1er octobre 1810, garde-du-corps du roi dès 1814, avec le grade de chef d'escadron dans la compagnie du maréchal duc de Raguse, dont il fut à diverses reprises aide de camp.

Lieutenant-colonel le 9 décembre 1815; lieutenant-colonel de la garde royale le 13 janvier 1819, avec le rang de colonel le 25 octobre 1820, colonel commandant le 15^e régiment d'infanterie légère le 30 juillet 1823; maréchal-de-camp le 16 juin 1834.

Ce tableau succinct ne peut donner qu'une idée imparfaite des services du général Perregaux qui, cité souvent dans les ordres du jour de la grande armée, s'était distingué dans les campagnes d'Autriche, d'Espagne, de Portugal, d'Allemagne et de France; et qu'on vit en toute circonstance animé au plus haut degré du sentiment de ses devoirs.

Déjà pour la troisième fois, Perregaux était employé au commandement des troupes en Afrique, lorsque les expéditions de Mascara et de Tlemcen mirent dans un nouveau jour ses talents comme officier-général et lui méritèrent tous les suffrages. Chargé seul après ces deux campagnes, de la conduite d'un corps expéditionnaire d'environ 5,000 hommes, il parcourut à leur tête tout le territoire qui confine à Oran. Peu de semaines lui suffirent pour obtenir, par le seul ascendant de son énergie et de sa loyauté, la soumission de vingt tribus arabes qui se plaçaient à lui donner la qualification de Sultan juste.

Bientôt il fut appelé au comité d'infanterie et de cavalerie, où sa capacité et ses vastes connaissances furent unanimement appréciées. Mais une mission de plus haute importance lui était encore réservée dans un pays qui avait foi en lui et dans l'avenir duquel il avait foi lui-même. Nommé dans les premiers mois de 1837, chef d'état-major général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, il fait, sans hésiter, abnégation de ses propres intérêts, pour se dévouer avec une nouvelle ardeur aux destinées de cette importante colonie.

Personne n'avait peut-être plus que le général Perregaux, les qualités si rares et si multipliées qui étaient nécessaires pour remplir dignement l'emploi difficile que la confiance du Roi venait de lui conférer dans ce nouveau poste. La fermeté, le désintéressement et la capacité administrative du général Perregaux semblaient promettre enfin une ère nouvelle à nos possessions africaines. Perregaux, qui désirait voir fonder la paix dans ce pays sur des bases glorieuses et solides, ayant compris qu'une seconde expédition de Constantine était devenue indispensable, sut préparer la victoire à force de zèle, d'activité et de dévouement.

Il faut renoncer à peindre l'affliction qui s'empara des troupes à la nouvelle que le général Perregaux venait d'être atteint à la tête peu d'instants après la mort du général en chef son ami; mais esclaves de ses devoirs, il n'abandonna ses fonctions qu'au retour de l'armée à Bone. Là, soldats et officiers, en le voyant s'éloigner d'une contrée où son souvenir est impréissable, accompagnèrent de leurs vœux son embarquement.

Ces vœux, hélas! ne devaient pas être exaucés. Perregaux ne devait pas revoir la patrie où il

avait si impatiemment attendu. Cet homme, qui faisait aussi honneur à l'homme, succomba à sa blessure le 6 du courant, à bord de la *chimère*. Ses restes mortels ont été déposés au lazaret de Cagliari, dans l'île de Sardaigne, où il a reçu des troupes sardes et de la marine française les honneurs les plus empreints et les plus touchants.

Ainsi c'est sur la terre étrangère que repose le valeureux officier-général qui, jeune encore et en possession d'une estime universelle, avait déjà fourni une carrière si honorable et si utile à son pays.

Maintenant, à vous mes compagnons d'armes, vous qui avez connu le général Perregaux, et qui, par conséquent, honorez sa mémoire, dites-moi quelles consolations peuvent être offertes à une mère plus que septuagenaire qui a perdu un tel fils? Il n'y en a pas sans doute. Mais en lui parlant de vos sympathies et de vos regrets, peut-être adoucirai-t-on une douleur dont la source est profonde et intarissable.

Un compatriote d'après le général Perregaux

Compagnie de l'ancien duché d'Albret.

RENTES FONCIÈRES.

Obligations au porteur et donnant droit chaque année, outre un intérêt garanti pas des rentes sur l'état, à un dividende croissant, au remboursement du capital, avec augmentation d'une part proportionnelle dans toutes les propriétés et les valeurs actives de l'exploitation.

La compagnie foncière de l'ancien duché d'Albret offre aux capitaux, ordinairement placés en rentes, soit publiques, soit foncières, un moyen d'emploi qui réunit à la sécurité d'un placement sur l'état, l'avantage de donner des revenus bien supérieurs aux intérêts des fonds publics, et d'offrir en outre toutes les facilités de négociation des effets aux porteurs. En achetant les obligations foncières du duché d'Albret, non seulement un spéculateur reste à l'abri de toutes chances de baisse sous le prix de ces valeurs, mais il a encore la certitude de les revendre avec bénéfice, quelle que soit l'époque où il voudra les rendre à la circulation. Les produits des forêts sur lesquelles ont été créées ces obligations augmentant avec la croissance des arbres, il s'ensuit nécessairement que la valeur des obligations augmente aussi dans une proportion relative à cette croissance, et que le propriétaire d'un de ces titres acheté en 1837 doit le vendre plus cher en 1838, et encore plus cher en 1839, puisque la portion de forêts qui lui sert de gage aura, à chacune de ces deux époques, une valeur proportionnellement croissante sur celle qu'elle a aujourd'hui.

Quant aux rentiers, qui sont essentiellement conservateurs, et qui achètent pour posséder et non pour revendre, ils trouveront dans la différence des revenus des Obligations du duché d'Albret comparées aux intérêts des rentes sur l'état, et dans l'augmentation progressive du gage de ces obligations (dont le capital, après avoir cru avec ce gage, doit être remboursé avec une augmentation considérable), les éléments nécessaires à toutes les combinaisons qu'ils voudront adopter, pour améliorer leur bien-être et celui de leur famille, et assurer son avenir.

Plusieurs pères de famille, par une sage prévision et dans l'intérêt de leurs enfants, se privent tous les ans d'une partie de leur revenu, et l'emploient en rentes sur l'état, à intérêts composés, afin de se procurer, dans un temps donné, un capital plus ou moins fort. En achetant des obligations du duché d'Albret, ils auront, dans le même temps, donné, et sans se priver de la moindre partie de leurs revenus, un capital supérieur à celui qu'ils auraient obtenu en achetant des fonds publics.

La garantie du service des rentes sur l'état est établie sur le paiement de l'impôt; celle des intérêts et des dividendes de l'ancien duché d'Albret

est établie, pendant les sept premières années de la société, sur des rentes, sur l'état et sur le produit des forêts; et au bout des sept ans, elle est établie sur des revenus quatre fois supérieurs aux intérêts des rentes que la compagnie met en émission. C'est-à-dire que pour un revenu territorial bien constaté et positif qui serait, par exemple, de fr. 400 par an, jusqu'en 1843, elle émet aujourd'hui seulement des rentes dont les intérêts à payer, chaque année, ne seront que de fr. 100.

Les rentes 5 p. 0/0 sur l'état, au prix de fr. 110, donnent 4 1/2 p. 0/0, ce qui fait pour un capital de fr. 500, un intérêt annuel de... 22 f. 50 c.

Les obligations du duché d'Albret, au pair actuel de soit fr. 500, pour chaque obligation, donnent,

SAVOIR :

Les 7 premières années pour un revenu annuel de... 500 fr.; 5,90 0/0

Passé les 7 premières années... 16,63 0/0

En outre, pendant toute la durée de la Société... 15,10 0/0

Ainsi donc :

300 fr. employés aux obligations du duché d'Albret, donnent en commun, pendant toute la durée de la Société, soit un revenu annuel de... 15,10 0/0

300 fr. employés en rentes sur l'état donnent... 4,50 0/0

Différence en faveur du placement sur le duché d'Albret, pour chaque somme de 500 fr. ... 10,60 0/0

soit un excédant annuel de... 53

Il faut ajouter à cette augmentation annuelle de 53 fr. de revenu sur chaque somme de 500 fr., employée en Obligation du duché d'Albret, l'avantage du remboursement du capital avec un accroissement qu'on peut évaluer au moins à trois fois le montant, soit 1,500 fr. pour 500 fr. Cette perspective de remboursement du capital, jointe à la croissance progressive du revenu des forêts, place les porteurs des Obligations du duché d'Albret dans une position qui s'améliore constamment.

Ces résultats ne pouvaient s'obtenir qu'au moyen d'une vaste exploitation forestière. Les bois, qui par leur nature sont jusqu'à un certain point indivisibles, offrent seuls, avec le gage territorial, un produit plus élevé que les autres immeubles, avantage dû à ce qu'ils sont à la portée seulement du plus petit nombre. Aussi les grandes affaires en bois présentent-elles d'ordinaire aux spéculateurs des gains assez considérables. Pour que souvent le prix d'achat soit payé par l'explo-

tation d'une partie seulement de la superficie.

La Compagnie foncière de l'ancien duché d'Albret a résolu ainsi le problème de diviser ammorcellement une grande opération territoriale, et de réunir, dans un intérêt commun, et pour une culture productive de gros intérêts, les capitaux qui trouvent isolément des emplois plus stériles. Cette vaste association est fondée par M. le comte de Boissy et par MM. les marquis de Monti et de Cornulier. Son capital territorial se compose de 36,000 arpens de terre, ou 8 lieues carrées, mis en apport social, francs et libres de toute hypothèque. Pour représenter ce capital territorial, aliéne au profit des sociétés, il a été créé 18,000 obligations au porteur de 500 fr. chacune, dont l'intérêt à 4 p. 0/0 l'an est garanti pendant les sept premières années de la Société par des rentes sur l'état, et payable par semestre. A ces actions sont joints des titres bénéficiaires donnant droit à l'entière propriété et aux produits des terres, les intérêts payés. Chacun de ces titres ne peut être négocié séparément.

Les terres de la Compagnie viennent des ducs de Bouillon et des princes de Rohan; elles sont situées dans l'arrondissement de Nérac; 6,000 arpens sont couverts de pins maritimes de haute futaie, 30,000 sont destinés à former des bois de même essence. L'ensemencement de ces 30,000 arpens est commencé. Le sol, essentiellement propre à la culture du pin, ne l'est pas moins à d'autres exploitations; mais les plantations de cette espèce offrent sur toutes autres des avantages tellement incontestés, qu'on a dû simplifier l'opération, en la bornant à la meilleure des spécialités dont elle est susceptible. De tous les arbres résineux, le pin maritime est celui qui croît le plus promptement, et suivant des faits constatés unanimement par les agronomes, il commence à produire avant la septième année du semis. Toutefois, la compagnie n'a évalué la production des 30,000 arpens qu'elle ensemence qu'à compter de la huitième année, encore n'est ce que pour le quart, soit 7,500 arpens, les trois autres quarts devant produire successivement d'année en année.

L'exploitation des produits des terres de la Compagnie est d'autant plus facile qu'elles sont traversées par quatre grandes routes, et dans le voisinage de rivières navigables qui conduisent, à très peu de frais, sur les grands marchés de consommation, notamment à Bordeaux et Toulouse, et autres villes du littoral de la Gironde et de la Dordogne. Ainsi point de chemin de fer à construire, point de canaux dont les travaux grevent à perpétuité l'avenir d'une exploitation.

Durant les sept premières années de la société, les intérêts des Obligations du duché d'Albret sont garantis par des rentes sur l'état, et les dividendes par les coupes de bois sur les 6,000 arpens qui sont dès aujourd'hui en valeur.

Les produits des 36,000 arpens de la Compagnie, consistant surtout en bois et résine, ainsi que les prix de ces produits, tous frais déduits, sont évalués à 20 et 25 p. 0/0 au-dessous de ce qu'ils sont dans le pays. Sur cette base, qui ne peut donner lieu à aucun mécompte, chaque hectare de terre produit en moyenne, pendant toute la durée de la Compagnie, 108 fr. 99 c. par an, soit, 36 fr. 33 l'arpent, et chaque porteur d'une Obligation foncière de 500 fr. reçoit moyennement, en intérêts et dividendes, durant les sept premières années de la Société, 26 fr. 51 c, soit, 5, 9, 10 p. 0/0. A commencer de la huitième année, il reçoit par an, également en moyenne, 83 fr. 17 c., soit, plus de 16 1/2 p. 0/0; et enfin, depuis le commencement de la Société jusqu'à son expiration, il reçoit, toujours en moyenne et annuellement, 75 fr. 51 c., soit, 15 1/10 p. 0/0.

Dans les dix années qui précèdent l'expiration de la Société, les obligations sont remboursées au pair, sans que pour cela le porteur du titre bénéficiaire dépendant de l'obligation échelée soit privée des dividendes à venir ni des droits qu'il a au produit de la vente des terres, sol et superfi-

rie, à l'expiration de la Société. A cette époque, cette vente peut produire une somme au moins égale à trois fois le capital social. Elle ne sera cependant pas obligatoire, et la Société continuera, si l'assemblée des actionnaires vote dans ce sens.

Outre les obligations portant intérêt à compter de la première année de la Société, la compagnie émettra, aux choix des acheteurs et au prix de fr. 380, des obligations sans intérêt pendant les sept premières années. Ces obligations participent, dès à présent, aux dividendes quelconques acquis aux autres obligations; et, après les sept premières années, elles ont droit comme elles aux intérêts aussi bien qu'aux dividendes.

Résumé des avantages attribués au porteur d'Obligations foncières de l'ancien duché d'Albret.
1° Il a des sûretés supérieures au prêt par hypothèque, puisqu'il est propriétaire des terres sans avoir les embarras et les charges de l'administration.

2° Aux intérêts fixes qu'il touche tous les six mois, se joignent des dividendes progressifs qui quadruplent ses revenus.

3° Le remboursement des Obligations dont il est porteur n'écarte pas ses droits aux dividendes à venir; et, lors de partage de valeurs sociales, il reçoit trois fois sa mise, déjà remboursée, d'ailleurs, durant les dix dernières années de la Société.

4° Il a tout le bel avenir de l'opération industrielle la plus favorisée avec la sécurité du gage foncier.

Les tableaux des revenus, ainsi que les originaux des pièces et titres, constatant que l'évaluation donnée aux produits des terres de la Compagnie est au-dessous de celle des mêmes produits dans le pays, sont déposés au siège de la Société, rue Gaillon, 13, à Paris. Ces documents authentiques, signés par des agriculteurs et les principaux notables de plusieurs départements, sont copiés littéralement dans le Prospectus publié par la Compagnie.

S'adresser, pour souscrire, au siège de la Société, à M. le comte DE VERNES, directeur-gérant, à Paris, 13, rue Gaillon;

1° A MM. J. LAFFITE et comp., caissier de la Société, à Paris, 19, rue Laffitte;
2° A M. COTTENET, notaire à Paris, 8, rue Castiglione;

Et chez MM. les notaires, dans les départements.

Fondateurs de la Compagnie: MM. comte DE BOUTET, marquis DE CORNELIER, MONTI.

Membres du comité: MM. VICOMTE D'AMBRAY, VICOMTE DE SERCEY chevalier DE LACROIX.

Conseil du contentieux: MM. DELANGLE, avocat, bâtonnier; COTTENET, notaire; DENORMANDIE, avocat, président de la chambre; SAMAZEUILH, avocat à Nérac.

La Compagnie reçoit en paiement des rentes sur l'état au prix de la bourse de Paris le jour de la souscription. Les paiements se font:

1° Au comptant, au prix de 490 fr., l'obligation, avec jouissance d'intérêts garantis à dater du 1^{er} avril prochain.

2° En cinq paiements à effectuer à Paris, dont le premier, de 100 fr. le jour, et les quatre autres somme égale, de trois mois en trois mois, c'est-à-dire, aux 20 janvier, 20 avril, 20 juillet et 20 octobre 1838;

3° En deux paiements pour les souscripteurs des départements et à leur domicile, le premier, de 200 fr., à un mois, en une traite au domicile du souscripteur ou en son effet, et le deuxième, de 300 fr., à trois ou quatre mois;

4° Les actions sans intérêt jusqu'au 1^{er} avril 1845 (mais ayant droit d'ailleurs à tous les dividendes), réduites au prix de 380 fr. par suite du décompte de ces intérêts, se paient soit au comptant à raison de 375 fr., soit à 1^{er} et 4^{es} mois en deux paiements: le premier de 180 fr., et le deuxième de 200 fr.

VENTE sur licitation entre majeurs et mineurs en vertu d'autorisation de justice.

On notifie à tous qu'il appartiendra que le lundi dix huit décembre mil huit cent trente sept à onze heures du matin en l'étude et par le ministère de Maître Antoine Joseph Guasco, notaire royal résidant à Bastia à ce commis par justice, il sera procédé à l'adjudication préparatoire des immeubles ruraux ci-après dénommés.

SAVOIR:

1° Pastoreccia consistant en vigne plantée en partie à roseaux de la contenance d'environ trente quatre ares évalué mille six cents quatre-vingt dix francs ci . . . fr. 1690

2° Camposenile consistant en terres labourables et incultes et en Oliviers, le tout évalué mille trois cents francs ci . . . 1390

3° Patiscia consistant en quatre hectares trente quatre ares environ, soixante ares environ de terre labourable; en cinq hectares de jeune makis et une maisonnette le tout évalué deux mille sept-cents soixante huit francs ci . . . 2768

4° Perfetti consistant en quatre hectares vingt-quatre ares environ de terre labourable; en vingt neuf ares environ de jeune makis et en une maisonnette le tout évalué deux mille quatre-cent francs ci . . . 2400

5° Casetta consistant en un hectare soixante cinq ares environ de terre avec divers figuiers et noyers, y compris la source d'eau qui s'y trouve; et un enclos de cinq hectares environ de terre labourable avec une aire pavée; en soixante ares environ de jeune makis; en une maison avec pressoir, four, citerne, angard; en un hectare quatre vingt huit ares environ de terre labourable; en un second angard avec un pailler à côté entouré de mur, le tout évalué neuf mille deux cents francs ci . . . 9002

6° Erbafole de la contenance d'un hectare soixante-cinq ares environ de terre labourable, évalué huit cent quarante francs ci . . . 840

TOTAL: dix-huit mille francs ci . . . 18,000

Tous les dits immeubles situés sur le territoire de la commune de Bastia, canton de ce nom, à l'exception du bien dénommé Perfetti qui est situé dans les territoires des deux communes limitrophes de Bastia et de Furiani, canton de Borgo, arrondissement de Bastia (Corse).

Sur la vente poursuivie par les sieurs 1^{er} André et Marie Simone née Lota conjoints Benedittini, le premier négociant et tout deux domiciliés à Bastia; 2^{es} Monsieur Vastapani Barthélemy, substitut du procureur du roi près le tribunal civil séant à Bordeaux, y domicilié; 3^{es} Dame Marie Anne Pomonti, veuve Vastapani; 4^{es} Messieurs Charles Mathieu et Ursino née Vastapani, conjoints Raffalli, le premier agent comptable des subsistances militaires à Bastia, domiciliés en cette ville; 5^{es} Messieurs François Philomart Martello chef d'Escadron en retraite, et son épouse Thérèse née Vastapani domiciliés à Aix (Bouches du Rhône) tous quatre propriétaires poursuivant la dite licitation et ayant pour avoué Maître Casevecchie exerçant près le dit tribunal de Bastia.

Et ordonné par jugement du même tribunal dûment enregistré rendu le onze août mil huit cent trente sept contradictoirement entre les dites parties de Maître Casevecchie d'une part; et 1^{re} la dame Rose Estaquier veuve de feu sieur Joseph Rainoard, en son nom personnel et comme tutrice légale de ses enfants mineurs François Pierre Gustave, Alexandrine Josephine Marguerite, Edouard Alexandre, Josephine, Marie Rose, Françoise Thérèse Augustine, et Vincent Félix tous Rainoard sans profession, propriétaires demeurant et domiciliés à Marseille; 2^{es} Francis Dominique en son nom personnel et comme tuteur légal de ses enfants mineurs Camille

Eugène et Marie Victoire Francis, issus de son mariage avec feu Catherine née Vastapani, propriétaires sans profession domiciliés à Cervione Canton de ce nom, tous défendeurs en licitation assistés de Maître Benedetti avoué au tribunal civil de Bastia susdit d'autre part.

Les sus nommés poursuivants et défendeurs copropriétaires par indivis des dits immeubles et de l'usufruit d'iceux dans les proportions établies au cahier des charges dûment enregistré qui a été déposé aux archives du notaire précité.

Tous les immeubles susdiqués seront adjugés en un seul lot au plus offrant et dernier enchérisseur sur la mise à prix (d'après l'estimation des experts) de dix-huit mille fr. ci 18,000

L'adjudication aura lieu en présence de Monsieur Romain François Aldegonde Hains, directeur des douanes en retraite domicilié à Marseille subrogé tuteur des dits mineurs Rainoard et de M. Antoine Paul Casalta propriétaire domicilié à Cervione subrogé tuteur des dits mineurs Francis ou eux dûment appelés.

S'adresser pour voir lesdits immeubles au dit sieur André Benedittini, et pour avoir des renseignements et connaître les charges de l'enchère, à Maître Antoine Joseph Guasco, notaire commis. Fait à Bastia le 2 Novembre 1837.

L'Avoué des poursuivants,

CASEVECCHIE.

Enregistré à Bastia le 3 Novembre 1837, 1^{re} 181 R^{re} case 5. reçu 1 fr. 10 c. compris le décime.

Signé, CASANOVA.

Pour copie conforme, CASEVECCHIE Avoué.

On demande, pour lui confier la direction d'un Etablissement industriel important, une personne capable et pouvant s'intéresser dans l'entreprise pour environ 20,000 fr.

Elle trouvera dans ces fonctions une position indépendante, honorable et très avantageuse.

S'adresser pour les renseignements au bureau du Journal, ou par lettres affranchies à l'Agence agricole, dont les bureaux, pour cause d'agrandissement, viennent d'être transférés rue Favart, n° 8, à Paris.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 15 au 22 Novembre 1837.

ARRIVÉES.

CERVIONE, brigantin Ste-Catherine, c. Regini. LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, Lota. TOULON, Bateau à vapeur Lionne, cap. Roux. CERVIONE, bœuf St-Joseph, cap. Bertocci. LIVOURNE, goëlette la ville de Bastia, cap. Zuani.

VENZOLASCA, bœuf St-Antoine, cap. Strelli. DEPARTS.

NAPLES, balancelle St-Philippe, cap. Delagata. NAPLES, balancelle St-Henri, cap. Matalosso. TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi. LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota. VENZOLASCA, mistick la Rose, cap. Sisco. AJACCIO, tartane l'Espoir au Dieu, cap. Benedittini.

VENZOLASCA, bœuf Divine-Providence, cap. Be'lagamba.

AJACCIO, mistick l'Assomption, c. Bonelli. RIO, (île d'Elbe) brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.

CERVIONE, gondole Conception, cap. Caratini. CERVIONE, mistick la Conception, cap. Marini.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 29 NOVEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

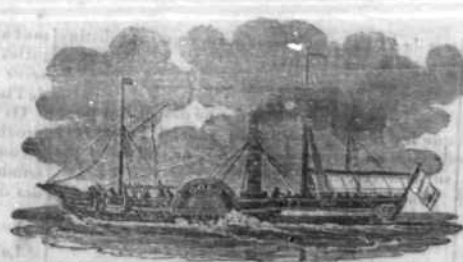
AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-corrépond de L'INSULAIRE FRANÇAIS et 55, rue N. Dame des victoires N° 15.

A la Librairie correspondance de Pl. Jouxin et C^{ie} rue Caillou N° 13; à la correspondance commerciale, de Proust et 15

Boulevard rue St Honoré 297, ou l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CORSE.

On lit dans le Journal de la Corse du 24 novembre;

« Au moment où M. le comte Horace Sébastiani était reçu par l'arrondissement d'Ajaccio, les électeurs du collège de Bastia le proclamaient député de leur arrondissement. Cette solennelle manifestation des sentiments politiques et des sympathies du pays a été accueillie sur toute l'étendue de l'île avec la plus vive satisfaction. Aux doutes élevés sur la réélection de M. le comte Horace Sébastiani dans son pays natal par quelques journaux du continent hostiles aux principes constitutionnels, aux impudentes assertions de ces feuilles qui décernaient d'avance dans nos deux collèges les honneurs de la députation à des hommes de leur opinion, il fallait donc donner un démenti formel. Il fallait une réponse éclatante aux tentatives d'opposition dirigées contre une candidature dont le pays était fier et qui n'aurait pas dû rencontrer parmi nous un seul contradicteur. Cette réponse, les électeurs des arrondissements d'Ajaccio et de Bastia l'ont trouvée, en faveur d'un de leurs compatriotes les plus distingués, dans les plus belles pages de l'histoire moderne, dans les fastes militaires, diplomatiques et parlementaires de la France, où le nom de M. le comte Horace Sébastiani brille avec tant d'éclat au milieu des noms les plus illustres. Cette réponse péremptoire et décisive a été faite simultanément par nos deux collèges électoraux, avec une spontanéité toute patriotique, aux acclamations de la Corse entière. Honneur au corps électoral de notre département! honneur au député sortant de l'arrondissement de Bastia! M. L'imprimerie s'est empressé de seconder la pensée des électeurs avec la plus généreuse abnégation; son éloge est dans toutes les bouches; et nous sommes persuadés que ses commettants lui tiendront bientôt compte d'une conduite à laquelle nous ne saurions trop applaudir.

« Le double triomphe que M. le comte Horace Sébastiani a obtenu est le gage certain de nos victoires futures. Le présent ne nous laisse pas le moindre doute sur l'avenir. Que nos adversaires politiques se tiennent donc pour battus. Loin de se préparer à de nouvelles luttes, qu'ils se hâtent plutôt de grossir nos rangs; qu'ils se rallient à la politique d'ordre et de conservation d'un gouvernement national; qu'ils prêtent à l'administration locale un concours dont tous les bons citoyens leur sauront gré. Que l'alliance Carlo-républicaine renonce désormais à des prétentions qui ne sauraient être accueillies; qu'elle ne se herce plus d'espérances, dont la réalisation est impossible. Défenseurs de nos intérêts les plus chers, dignes interprètes de nos besoins et de nos sympathies, les électeurs des arrondissements d'Ajaccio et de Bastia sont là, pour déjouer toute velléité d'opposition; l'élite de notre population est là, pour prouver qu'en retour des bienfaits, il y a dans nos cœurs dévouement et reconnaissance; que la Corse n'est ni anglaise, ni russe, ni carliste, ni républicaine; que ses concrets sont celles de Valmy, de Jemmapes, d'Austerlitz et de Friedland, de ce noble et glorieux drapeau de l'empire que la révolution de juillet a fait flotter sur les murs d'Anvers et d'Ancône, et que nos braves soldats, viennent d'arborer avec le plus héroïque courage sur les remparts de Constantinople.

Il résulte des renseignements qui nous ont été fournis et dont nous pouvons garantir l'exactitude, qu'il y a actuellement deux cent dix élèves Corses dans les divers collèges et écoles du continent français, sans compter tous ceux qui suivent les cours des facultés de Pise et de Rome. Plus de la moitié appartenait à l'école de St-Cyr et à celle de droit. Les facultés de médecine de Paris et de Montpellier en comptent aussi plusieurs. Le reste appartient aux collèges royaux. La dépense annuelle peut être fixée à 400,000 fr. Elle serait encore beaucoup plus considérable si l'on prenait pour base de ces calculs les budgets de quelques pères de famille, auxquels l'éducation des enfants a coûté des sommes énormes.

La création d'une école supérieure au sein de l'île, pourrait concilier les intérêts matériels des familles avec les avantages d'une instruction large et solide. C'est cette pensée qui a présidé à l'établissement de l'école centrale destinée à rassembler les jeunes élèves du département. Imprimer à leurs idées une direction toute française, les préparer par de bonnes études à l'enseignement des facultés d'un ordre supérieur; c'est la tâche que doivent s'imposer les professeurs qui seront appelés à l'honneur d'occuper les chaires dont le Général Paoli avait eu soin de doter son pays. Ces fonctions difficiles demandent

un zèle soutenu, des connaissances spéciales et variées, l'intelligence des besoins moraux de l'époque, un esprit exempt de préjugés, des vues élevées et de constantes pensées de progrès et de civilisation. Sans la réunion de ces conditions, cette école ne répondrait qu'imparfaitement aux vœux patriotiques du fondateur et aux espérances du pays. L'intention du gouvernement est de mettre l'instruction supérieure à la portée de toutes les classes. Si elle fut jusqu'ici le privilège des favoris de la fortune, le moment est venu où l'intelligence et l'amour de l'étude doivent être les seuls titres d'admission aux cours d'une école supérieure. Les lumières qui ne s'éteignent guère au delà d'un cercle fort étroit de jeunes étudiants, pénétreront rapidement jusqu'à la modeste boutique de l'artisan, et sous la chaumière du laboureur. Les intelligences nécessaires, reléguées jusqu'ici dans les obscures enceintes des écoles communales, pourront se produire avec avantage sur un théâtre plus étendu. Saisie d'une noble émulation, la jeunesse de l'intérieur s'élancera avec ardeur du milieu des villages les plus obscurs, sur les bancs de l'école Paoli. Plus tard on la verra, mieux encouragée par la conscience d'avoir fait de bonnes études sous la direction d'habiles professeurs, franchir la mer pour aller achever sur le continent son éducation scientifique. Ayant fait à côté de leurs parents l'essai de leurs forces intellectuelles, on aura d'avance la mesure de leurs progrès, on pourra établir des pronostics et déterminer pour ainsi dire à priori l'étendue de leurs développements intellectuels. Tant pis pour ceux qui prenant des lueurs fugitives d'intelligence pour de véritables talents, épuisent leur fortune pour avoir ce qu'ils appellent une capacité. Plus d'une éducation manquée devrait être pour eux un avertissement utile. Le tems d'épreuve que leurs enfants seront obligés de passer dans l'école Paoli, nous semble propre à les éclairer sur leur avenir: ceux d'entre les pères de famille qui suivront de près leurs enfants dans la marche de leurs études sauront bientôt à quoi s'en tenir sur la portée de leur intelligence, tandis qu'ils s'exposent maintenant à de bien fâcheux mécomptes. Séduit par les douteuses apparences d'un talent précocé, ils envoient, sans autre garantie, leurs fils dans des diverses facultés du continent. Ces petits prodiges ne sont plus en rentrant que de présomptueux médiocrités. Et au bout de quelques années de sacrifices et d'at-

QUATRIÈME ANNÉE, N° 159.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . 16 fr.
POUR SIX MOIS . . . 8
POUR TROIS MOIS . . . 4
POUR LE CONTINENT . . . 20
POUR L'ÉTRANGER . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUT LES



tentes, la confiance prématurée des familles se change en amers regrets. Il n'en sera plus ainsi quand ils pourront se faire rendre compte jour par jour de la conduite et des progrès de leurs enfants. Les tristes désillusions seront plus rares et les frais d'éducation moins aventureux.

Envisagée sous ce point de vue, l'organisation de l'Ecole de Paoli au centre de l'île, présente des avantages réels et positifs.

Le perruquier Dubesset qui, après l'assassinat de sa femme, avait fui d'asile en asile sous le déguisement de vigneron, vient d'être arrêté et conduit dans les prisons de la ville par deux cantonniers.

Dubesset ne sera jugé qu'aux prochaines assises. Au moment où il a été saisi, il avait dans la poche de sa veste un faisceau de clés à l'aide desquelles il pénétrait dans plusieurs maisonnettes de campagne. Il partageait avec les vigneron et les jardiniers les fruits et les provisions de la journée. Il se permettait même de petits larcins et faisait ses délices des chats et des souris.

Dubesset ne nie point son crime. Il ne cherche pas non plus à en atténuer l'énormité. Des paroles de regret et de repentir se mêlent à l'affreux récit d'un meurtre dont la véritable cause n'est pas encore bien connue. « C'est une irrésistible fatalité qui m'a conduit, dit-il en pleurant, à cet horrible attentat. » C'est là un mystère que les débats de la Cour d'assises et les lumières de l'instruction ne peuvent manquer d'éclaircir.

Dimanche dernier, l'église de St-Charles présentait un aspect fort animé. L'annonce d'une Messe en musique y avait rassemblé une brillante société. Les artistes qui ont exécuté, avec un ensemble admirable, les divers morceaux de musique, appartiennent à la Société Philharmonique de cette ville, dirigée par M. Cucchi. Le succès complet qu'ils viennent d'obtenir, justifie l'opinion favorable qu'on a du talent des artistes. M. Foghel, qui remplissait le rôle de Premier Violon, occupait un rang honorable parmi les musiciens de l'Italie. C'est une très bonne acquisition pour l'Entrepreneur du théâtre de Bastia, dont il ne peut manquer de devenir l'un des plus solides appuis.

Les trois symphonies qu'ont été exécutées pendant la Messe, avec autant de bonheur que d'intelligence, ont pénétré toutes les âmes d'une religieuse émotion. On regrette que la sainteté du lieu ne permit pas d'exprimer par des applaudissements la satisfaction générale.

La première symphonie était l'ouvrage de M. Cucchi.

La seconde, de Mercadante.

Le solo par Trombone a été exécuté par M. Foghel.

La Messe était du célèbre Haydn.

L'opéra est devenu une sorte de nécessité pour la ville de Bastia. Jamais l'ouverture du théâtre n'a été attendue avec plus d'impatience. Plusieurs d'entre les artistes qui composent cette troupe ont été précédés par la plus belle réputation. Si nous devons en juger par le chef d'orchestre qui vient de faire l'essai de son talent dans l'église de St-Charles, il n'y aurait rien d'exagéré dans l'opinion avantageuse que l'on semble avoir assez généralement de leur capacité. L'entrepreneur, M. Andreani, a apporté autant de soin que de discernement dans le choix des acteurs et des actrices. On parle surtout avec éloges de la Prima Donna et du Contralto. Ces artistes ont fait déjà leurs preuves de talent sur les théâ-

tres de l'Italie, où ils ont occupé un rang distingué parmi les acteurs.

— Le gouvernement a donné des ordres pour que les restes précieux du général Periegau, déposés au lazaret de Cagliari, ne restassent pas sur la terre étrangère.

Un bâtiment de l'Etat va rapporter ce brave officier-général en France, où les honneurs dus à son rang lui seront rendus.

DISCOURS ROYAL D'OUVERTURE DU PARLEMENT ANGLAIS.

La Reine a quitté le palais à 9 heures moins un quart, accompagnée de ses dames d'honneur et des officiers de sa maison. La duchesse de Sutherland et le comte d'Albermarl occupaient des places dans la voiture de S. M. Une foule immense se pressait sur le passage du cortège, dans le parc, et dans l'avenue de St-James. Il y avait en quelque sorte, plus de monde encore, s'il est possible, que le jour où la Reine s'était rendue à Guildhall. Aux fenêtres et sur les toits des maisons, on voyait des citoyens se presser de manifester, en agitant leurs mouchoirs et leurs chapeaux, leur enthousiasme et leur dévouement pour la Reine, qui a été accueillie par les acclamations de ses sujets.

Quelques instants avant que le cortège n'arrivât à la chambre des lords, les joyaux de la couronne avaient été apportés dans une des voitures de la Reine, sous l'escorte d'un détachement de yeomen de la garde.

Au moment où la Reine a quitté le palais, des salves d'artillerie ont été tirées, les détonations se sont renouvelées quand la voiture s'est arrêtée. Les grands officiers de l'Etat attendaient S. M., qu'ils ont précédée dans la chambre. Tous les pairs se sont levés quand la Reine a paru. La chambre des communes a été invitée à se rendre dans la salle.

L'orateur (président), suivi par autant de pairs que la salle en pouvait contenir, s'est présenté à la barre. L'exemple du discours a été remis à S. M., qui, après avoir ordonné aux pairs de s'asseoir, a lu, d'une voix ferme, sonore et parfaitement accentuée, le discours suivant :

Mylords et Messieurs!

« J'ai jugé convenable de vous élever pour l'expédition des affaires publiques dans le débat le plus rapproché de la dissolution de l'ancien parlement.

J'ai reçu avec une grande satisfaction, de toutes les puissances étrangères, les plus fortes assurances de leur disposition amicale et de leur vif désir de cultiver et d'entretenir avec moi des relations d'amitié. Je me réjouis de penser que je pourrai servir les plus chers intérêts de mes sujets en leur assurant les avantages de la paix. Je déplore la guerre civile qui afflige encore le royaume d'Espagne; je continue à remplir fidèlement les engagements de ma couronne vis-à-vis la reine d'Espagne, conformément aux stipulations du traité de quadruple alliance.

J'ai ordonné qu'un traité de commerce conclu par moi avec la république unie du Pérou et de Bolivie vous fut présenté; et j'espère bientôt pouvoir vous communiquer de semblables résultats de mes négociations avec les autres puissances.

Je recommande à votre sérieux examen, l'état de la province du Bas-Canada.

Messieurs de la chambre des communes,

Le changement de règne rend nécessaire l'adoption d'une nouvelle allocation pour la liste civile. Je mets sans aucune réserve à votre disposition les revenus héréditaires transférés au public par mon prédécesseur immédiat. J'ai ordonné que tous les documents qui pourraient être nécessaires pour l'examen approfondi de cette matière fussent préparés et vous fussent présentés. Désirant que la dépense, en ceci comme pour

tout autre département, soit contenue dans de justes limites, je compte que vous vous empresserez de pourvoir convenablement au maintien de l'honneur et de la dignité de la couronne.

On prépare les budgets des services de l'année prochaine; il vous seront présentés en temps accoutumé. J'ai ordonné que la plus stricte économie présidât forcément à toutes les branches des dépenses publiques.

Mylords et Messieurs,

La paix extérieure et la tranquillité intérieure qui régnent heureusement en ce moment sont très favorables à l'examen des mesures de réformes et d'amélioration qui peuvent être nécessaires ou opportunes, et votre attention sera naturellement appelée sur la marche de la législation, interrompue par la dissolution inévitable du dernier parlement.

Le résultat des enquêtes sur la condition des pauvres en Irlande a été déjà communiqué au parlement; il sera de votre devoir d'examiner s'il ne serait pas salutaire et sage d'établir légalement quelque mode bien calculé de soulagement pour les malheureux de ce pays.

Le gouvernement municipal des villes d'Irlande exige de meilleurs règlements.

Les lois qui régissent la perception des dîmes depuis la composition intervenue exigent une révision et des modifications. Convince que la distribution la meilleure et la plus efficace de la justice est l'un des premiers devoirs du souverain, j'appelle votre attention sur les mesures qui vous seront présentées pour l'amélioration de la loi.

Vous comprenez sans nul doute l'importance des questions que je vous ai soumises et la nécessité de les traiter avec esprit de justice et d'impartialité qui donne le plus grand espoir de les mener à une heureuse et utile conclusion. En présence de ce parlement, le premier choix sous mon règne, je désire vous exprimer ma confiance dans votre sagesse et votre loyauté.

Appelée de si bonne heure à la souveraineté de ce royaume, c'est pour moi un devoir d'autant plus impérieux de placer sous les auspices de la divine providence ma confiance dans votre coopération cordiale et dans l'amour et l'affection de tout mon peuple.

A 9 heures et demie, S. M. a quitté la salle, et le cortège royal a été de nouveau salué par les acclamations de la population.

La motion concernant la liste civile de S. M. sera faite dans les premiers jours de la semaine prochaine à la chambre des communes, aussitôt que les formalités ordinaires que l'ouverture du parlement rend nécessaires, auront été remplies.

Le 28 du mois échu, M. A. Monti, après une longue et douloureuse maladie, a été moissonné à la fleur de son âge à Marseille. Sa famille, ses amis, et l'administration des Ponts-et-Chaussées, regrette en lui un parent affectueux, un ami solide et dévoué, un employé distingué par ses connaissances et son zèle. — Recommandable par ses rares vertus, il se rendit toujours digne d'éloges, d'estime et d'admiration. — Vrai chrétien, il couronna par une mort édifiante, une vie toute d'honneur, pure et sans reproches.

Ses amis de Bastia, voulant lui payer un tribut de leurs vifs regrets, se sont réunis le 26 du courant dans la Confrérie de St-Roch et ont fait célébrer une Messe en sa mémoire. Un cénotaphe avait été dressé à cet effet par les soins de M. l'architecte Guasep son ami. Plusieurs personnes notables dans cette ville ont rendu témoignage au mérite du défunt, en concourant aussi à cette funèbre cérémonie. (Communiqué.)

PARIS.

— Le bey de Constantine désespérant de pouvoir continuer la lutte qu'il avait entreprise con-

tre les armées françaises et voyant d'un côté l'impossibilité de reprendre sa capitale, de l'autre l'abandon des tribus qui viennent tous les jours faire leur soumission aux autorités françaises, est décidé à proposer et accepter la paix. Il s'avoue vaincu et il se met à la discrétion de la France. Le bey a envoyé du désert, où il a cherché un refuge momentané, son secrétaire et un marabout pour faire des ouvertures de négociations et tâcher d'obtenir en sa faveur un traité à tout prix. Ainsi le glorieux fait d'armes de Constantine aura pour résultat la pacification complète de l'Algérie et l'établissement incontesté de notre puissance sur ce littoral si riche d'avenir pour notre commerce et notre influence maritime dans la Méditerranée.

— On lit dans la Gazette de Wurzburg : « Le dernier descendant du docteur Martin Luther, Joseph Charles Luther, vient d'abjurer le protestantisme, en Bohême, où il vivait dans la plus grande misère. »

— Un jeune homme dont la physiologie révélait des projets sinistres, est entré lundi dernier chez M. Ward, l'un des principaux pharmaciens de Londres, et lui a demandé de l'arsenic, afin de composer la mort aux rats. Le pharmacien, après quelques hésitations, lui remit une dose enveloppée dans du papier, et en reçut le prix. Le jeune homme se rendit aussitôt dans une taverne, se fit servir de la bière chaude, et y jeta le poison. Peu d'instants après, ayant senti une ardeur dévorante dans ses entrailles, il se repentit de ce qu'il avait fait. Ayant appelé l'hôte, il lui dit : « Je me suis empoisonné; courez chez M. Ward, l'apothicaire, et dites-lui de venir bien vite avec sa pompe à estomac pour extraire l'arsenic que j'ai avalé, sans quoi je suis un homme mort. »

L'ambassadeur s'empressa de remplir sa commission, et fut bien étonné de voir M. Ward sourire à cette nouvelle. Comme il se plaignait de tant d'impassibilité, M. Ward lui répondit : « Soyez tranquille, ce n'est rien; pénétrant les dessins de ce jeune insensé, au lieu d'arsenic, je lui ai remis de la crème de tartre, qui le purgera au physique comme au moral. »

Le jeune homme est venu remercier le pharmacien, et a déclaré qu'il ne pensait plus à commettre un suicide.

— Chaque jour agrandit le domaine du vol; l'imagination de nos chevaliers d'industrie s'ingénie en nouveaux moyens de toutes sortes pour redresser les torts de la fortune, et le maccarisme fait des progrès effrayants. Après tous les vols dont nous enregistrons chaque matin la nomenclature, et qui exigeraient une classification raisonnée, voici venir le vol au duel, tous frais né d'hier, et dont a été victime M. B... »

Un jeune homme se présente chez M. Griser, professeur d'escrime; sa mise est recherchée, sa tournure distinguée, il s'exprime fort bien, il a enfin tous les dehors qui font l'homme de bonne compagnie. « Monsieur, dit-il à M. Griser, arrivé à Paris depuis trois jours je suis déjà engagé dans une affaire assez désagréable; j'ai un duel demain matin. Cela ne m'inquiète guère; cependant, je n'ai jamais touché à une épée, et quoi qu'il soit assez difficile de devenir un St-Georges en 24 heures, on peut du moins apprendre à se mettre en garde. J'ai beaucoup entendu parler de vous, je connais votre habileté, et je viens vous prier de me donner quelques heures de leçon. »

« Je suis tout à vous, lui répondit l'obligeant professeur; j'ai précisément combié et rassemblé quelques coups pour les positions parcellées à celle où vous vous trouvez. Je les ai enseignés à beaucoup de personnes qui jamais n'avaient manié une épée, et j'ai été assez heureux pour que toutes ces personnes se tirassent bien de leurs affaires... L'espère qu'il en sera de même de vous, et je le désire de tout mon cœur. »

M. Griser donne au jeune homme une leçon de deux heures, et l'engage à revenir le soir pour en prendre une seconde; il lui en donnera une troisième le lendemain matin, avant le duel.

L'élève était à peine sorti depuis une heure, qu'il revint tout effaré chez le professeur. « Je viens vous remercier, lui dit-il en rentrant, j'ai trouvé chez mon portier la lettre que voici; elle est de mon adversaire, qui m'écrit que nous avons oublié de spécifier l'arme dont nous nous servirons, et que, comme il est l'offense, il choisit le pistolet. — A merveille dit M. Griser... J'aurais cependant préféré vous voir battre à l'épée...; presque toujours le hasard conduit la balle, et la blessure qu'elle fait est souvent terrible. — Je vous remercie beaucoup de l'intérêt que vous me portez, répliqua le jeune homme, et je vais en profiter pour vous demander un service. A Paris depuis trois jours seulement, ainsi que je vous l'ai dit, je n'y connais encore personne; soyez donc assez bon pour me choisir un témoin parmi vos élèves; à votre recommandation, je ne pense pas qu'un seul refuse de m'accompagner. — Venez ce soir à ma salle, répondit M. Griser, nous arrangerons cela. »

Le soir, notre jeune homme est exact, et M. Griser le présente à M. B... un de ses plus anciens élèves, à qui il raconte tout ce que le jeune homme lui avait dit. « Je serai votre témoin, lui dit M. B... » L'étranger se confond en remerciements, et sur son observation qu'il serait peut-être imprudent de se battre avec les pistolets de son adversaire, dont celui-ci peut avoir l'habitude : « Soyez tranquille, lui dit son témoin, j'ai des pistolets excellents. »

Tout étant bien convenu, et le duel étant pour neuf heures, M. B... donne rendez-vous chez lui au jeune homme pour huit heures précises.

A l'heure dite, le combattant arrive; on envoie chercher un fiacre, et l'on se prépare à partir. La boîte de pistolet de M. B... est mise sur le devant de la voiture, et le cocher demande où il faut aller. Le jeune homme regarde M. B... qui regarde aussi le jeune homme. « Où est le rendez-vous? dit enfin le témoin. — Eh bien, mais, et le second témoin? — Comment? — Sans doute; mon adversaire m'a prévenu qu'il serait accompagné de deux personnes, et M. Griser m'a dit que vous prendriez un de vos amis pour venir avec nous. — Il ne m'a pas parlé de cela, mais, n'importe, j'aurai bientôt trouvé quelqu'un... Cocher! rue L... »

Arrivé au numéro indiqué, le fiacre s'arrête, et M. B... entre dans la maison. Il redescend au bout de dix minutes avec un de ses amis; mais le fiacre était vide, le jeune homme était parti, et il avait emporté la boîte de pistolet de M. B..., laquelle vaut au moins 500 fr.

— La demoiselle M... demeurait avec le sieur F... rue Montholon, 30. Depuis long-temps elle le pressait de mettre à exécution ses promesses de mariage, mais il y a apporté toujours de nouveaux retards. Hier matin, cette femme renouvelle ses instances sans obtenir de réponse satisfaisante. Le sieur F..., rentrant vers six heures du soir, trouve sa porte fermée; il frappa vainement à coups redoublés. On sut que la demoiselle M... n'était pas sortie; on conçut alors de sinistres soupçons, et l'on requit la présence d'un commissaire de police. La porte fut ouverte; et l'on trouva dans la chambre la malheureuse M... étendue sans connaissance; elle venait d'expirer, asphyxiée à l'aide de charbon; près d'elle gisait le corps de son fidèle Azor, qui, étant resté avec sa maîtresse, avait subi le même sort.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Narbonne, 17 novembre.
Le 9, les insurgés ont quitté les environs de Valence. Vallada s'est dirigé sur San Filipo de Xativa, où il est entré.

A l'arrivée d'Ora à Huarte, Cabrera avec les autres bandes dépassait Murviedo, se dirigeant sur Cantavieja avec 70 voitures chargées de butin; le 10, il paraissait hors de l'atteinte d'Ora. Les agents de Cabrera exécutent dans les environs de Tortose une levée d'hommes. Le 13, des carlistes ont commis toutes sortes d'excès à Ribas près Sitges.

Le baron de Meer a rétabli à Barcelonne l'administration de la police.

Narbonne, 21 novembre 1837.

Ora était le 15 à Valence, son armée à Murviedo. On n'a aucune nouvelle de Cabrera. L'arrière-garde de Tallandia ayant été atteinte à Almazza, sa bande s'est repliée sur Utiel.

Le 18, la garde nationale de Barcelonne était réorganisée. Le baron de Meer a ordonné la levée, en Catalogne, de tous les célibataires et veufs sans enfants, de 17 à 40 ans, et la formation à Barcelonne de 2,000 volontaires.

Le 19, Tristany, qui était à Aya, près de Pyrcerda avec trois mille factieux, se disposait à attaquer cette ville.

Le 10, le général Palarea a mis Malaga en état de siège, à la suite de troubles; le gouverneur, l'intendant et 7 bullangueros ont été embarqués pour Carthagène, où ils seront jugés.

Nouvelles des provinces basques.

Des frontières de la Navarre le 14 novembre.

Le général Alais prenait ses dispositions à Pampelune pour se porter sur Valcarlos, rétablir la ligne et prendre un convoi de munitions. L'arrière-garde devait être commandée par don Léon Iriarte (alias Zalanda).

On forme à Irun une compagnie volante de peseteros qui ne sortira pas du pays.

Par ordre du gouvernement arrivé à St-Sébastien, l'argenterie des églises qui se trouvent dans cette ville devra être vendue pour payer l'armée.

Par ordre de don Carlos les bataillons Navarrais, Guipuzcoans, Alavais et Biscayens, qui, jusqu'à présent, opéraient séparément, seront dorénavant confondus.

Le général Uranga est sorti de Tolosa le 10 avec 6 pièces d'artillerie et 4 bataillons, et s'est dirigé sur Guetaria qu'il doit, dit-on, bombarder avant que les Anglais ne l'aient fortifiée.

Par suite des assassinats du général Saarsfield et du colonel Mendibil, qui eurent lieu à Pampelune, des arrestations viennent d'être faites dans cette ville. On s'attend à voir se renouveler les exécutions de Miranda.

Le général Espartero, avec une division, est arrivé le 10 à Lérida, se dirigeant sur Pampelune. Aussitôt 8 bataillons carlistes qui se trouvaient à Estella se sont portés sur les villages de Solana.

On annonce qu'Espartero est entré le même jour à Pampelune.

ANNONCES.

MARINE ROYALE.

A VIS.

Le 14 janvier 1838, à 10 heures du matin, il sera ouvert dans les bureaux du chef du service de la marine en Corse, un concours pour deux places d'écrivain de la marine à Bastia.

D'après l'ordonnance royale du 31 juillet 1834, il faut que les candidats soient âgés de 18 ans au moins, et qu'ils satisfassent à un examen public sur l'écriture, l'orthographe, les principes de la langue française et l'arithmétique, ils doivent aussi traduire, par écrit un passage extrait d'un auteur latin de la force de quatrième.

Les candidats munis de leurs actes de naissance légalisés, devront se faire inscrire sur une liste ouverte au secrétariat du chef du service de la marine. Ils sont prévenus que cette liste sera close la veille du jour de l'ouverture des examens.

Le Chef du service de la Marine,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
MARTIN.

COMPAGNIE FONCIÈRE DE L'ANCIEN DUCHÉ D'ALBRET.

PLACEMENT IMMOBILIER AVEC PARTICIPATION A LA PROPRIÉTÉ.

56,000 ARPENS

DONT
6,000 arpens de haute futaie,
ARROSEMENT DE RÉGAL.

INTÉRÊTS GARANTIS

RENTES SUR L'ÉTAT

ET
DIVIDENDES ASSURÉS

COUPES DE BOIS

MONTANT A
SIX POUR 100

Pendant les 7 premières années,

ET A
SEIZE ET DEMI POUR CENT

Pendant le reste de la Société.

OBLIGATIONS DE 500 FR.

REMBOURSABLES AVEC ACCROISSEMENT DE CAPITAL.

NOTICE.

LES OBLIGATIONS FONCIÈRES DE L'ANCIEN DUCHÉ D'ALBRET comprennent deux titres : l'OBLIGATION PORTANT INTÉRÊTS à 4 pour cent, remboursable au moyen d'un tirage, et le TITRE BÉNÉFICIAIRE donnant droit : 1. aux dividendes; 2. à un part de la propriété; et 3. à toutes les valeurs quelconques de la Société, même quand la première obligation est remboursée.

D'après des calculs rigoureux, chaque obligation doit produire :

Pour 500 fr. pendant les sept premières années, revenu annuel. 29 fr. 57 c.

Pour 500 fr. pendant le reste de la Société, revenu annuel. 83 17

Ce qui ne donne, en moyenne, 75 fr. 54 c. pour 500 fr., c'est-à-dire plus de 15 et 110 pour cent par an, sans compter le remboursement de l'action primitive et une part proportionnelle dans le prix de la vente des biens, lors de la liquidation de la Société.

Les obligations foncières de l'Ancien Duché d'Albret, portant intérêt du 1^{er} avril prochain, se souscrivent à Paris en cinq paiements, dont le premier au moment de la demande, et les quatre autres, aux 20 janvier, 20 avril, 20 juillet et 20 octobre 1838; ou en deux paiements, l'un de 200 francs à un mois, l'autre de 300 à quatre mois, au domicile du souscripteur.

On en délivre également au comptant, à 490 fr. au lieu de 500 francs, pour compensation d'intérêt, d'ici au 1^{er} avril 1838.

Enfin, en renonçant, jusqu'en 1845, aux in-

térêts à 4 pour cent, assurés par un dépôt de Rentes, on obtient des actions à 380 francs, qui ont tout droit, d'ailleurs, aux dividendes sociaux, dès 1838, et qui rentrent, après sept ans précisément dans la même catégorie que les autres obligations.

MM. J. LAFFITTE et Comp., à Paris.
MM. les notaires dans les départements reçoivent les versements des fonds en donnant des récépissés à échanger contre les obligations foncières de l'Ancien Duché d'Albret.

La Compagnie foncière de l'Ancien Duché d'Albret a été fondée par MM. le comte de Bussy, et les marquis de Montet et de Courmoulin, connus par leur grande fortune territoriale. Elle a pour objet l'exploitation de 56,000 arpens, dont 6,000 sont déjà couverts de pins maritimes de haute futaie.

Exploitation forestière à l'abri des intempéries des saisons; — écoulement assuré des produits; — hausse croissante des bois; — emploi des résines devenant de jour en jour plus considérables; administration économique; — débouchés facilités par quatre grands rivières, trois rivières et un fleuve; tels sont les avantages de l'opération considérée sous le point de vue agricole.

Intérêts assurés pendant 7 ans par un dépôt de Rentes; — dividendes à ajouter, dès cette année, à ces intérêts, au moyen du produit des hautes futaies déjà en valeur; — gage immobilier donné aux capitaux, avec la certitude des bénéfices d'une exploitation industrielle; — partage des terres ou du prix de leur vente à l'expiration de la société; — dix capitaux pour un en additionnant les revenus de l'opération; — et plus de vingt capitaux pour un en tenant compte des intérêts composés: tels sont les résultats financiers assurés pour la Compagnie foncière de l'Ancien Duché d'Albret.

S'adresser, pour les renseignements, à tous les notaires de France. Les fonds sont versés chez MM. J. LAFFITTE et Comp., à la caisse du commerce et de l'industrie de la Compagnie, chargée de la constitution et du dépôt des rentes sur l'Etat, certifiée à assurer le service des intérêts.

S'adresser, pour souscrire, à MM. les notaires, dans les départements, à Paris, au siège des bureaux et de l'administration, rue Gaillon, 13, à M. le comte Deffenens.

CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ : MM. COTTENET, notaire à Paris, DELANGLE, bâtonnier de l'ordre des avocats, à Paris; EUGÈNE GEOFFROY, avoué en Cour royale; DE NORMANDIE, président de la Chambre des avoués; SCHAYE, agréé au Tribunal de Commerce de la Seine.

L'INDIENNE, liqueur BREVETÉE DU ROI approuvée par l'Académie royale de médecine, douce, suave, agréable au goût, vraie liqueur de table; elle jouit des propriétés de faciliter la digestion, d'arrêter immédiatement les nausées, les vomissements, la diarrhée de faire cesser les fluctuations et autres dérangements du ventre.
Dépôt central, M. Lenoir, aux temples rue montmartre 149 à Paris.

Les expériences concluantes, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au Bulletin des lois (5 août et 1^{er} novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

SIROP DE JOHNSON
Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.
— rue Cassanin, à Paris. Dépôtistes: Cl. Lottero à Bastia, Giannelli à l'Isola-Rousse; De Nobili à Corte; Castelli à Bonifacio.

AVIS.
I Chirurgo Dentista Domenico Levrero, previe ne rispettosamente il colto Pubblico della Balagna, che ha destinata la sua partenza da Bastia laddove egli da qualche giorno dimora, per la fine del cadente novembre, onde recarsi all'Isola Rossa ai primi dell'entrante dicembre, all'oggetto di prestare la sua servitù pel bene della salute umana.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA
Du 22 au 29 Novembre 1837.

ARRIVÉES.

VENZOLASCA, mistick la Rose, cap. Sisco.
HYÈRES, brick goëlette la Clémence, cap. Garneville.
CERVIONE, gondole Conception, cap. Caratini.
LIVOURNE, mistick l'Antoinette, cap. Bagliani.
VIAREGGIO, Lenti Conception, cap. Laporta.
VENZOLASCA, bœuf Divine-Providence, cap. Bellagamba.
LIVOURNE, bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.
LIVOURNE, tartane l'Assomption, cap. Ose.
LIVOURNE, mistick St-Joseph, cap. Benigni.
CERVIONE, tartane l'Annonciation, cap. Guasco.
RIO, (Ile d'Elbe) brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.
VENZOLASCA, mistick St-Jean-Luc cap. Canavaglia.

NAPLES, balancelle St-Philippe, cap. Delag.
NAPLES, balancelle St-Henri, cap. Matarese.
TOULON, bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.
CERVIONE, mistick la Conception, cap. Marini.

DEPARTS.
CERVIONE, mistick St-Jean-Luc, c. Canavaglia.
TOULON, bateau à vapeur Lianone, cap. Roux.
MARSEILLE, mistick la Rose, cap. Sisco.
TOULON, brick-goëlette l'Antoinette, c. Mattei.
GENÈS, gondole la Conception, cap. Caratini.
PROPRIANO, mistick la Miséricorde, cap. Giudicelli.
CERVIONE, bœuf St-Joseph, cap. Bertocci.
CERVIONE, tartane l'Annonciation, c. Guasco.
MARSEILLE, bœuf Divine-Providence, cap. Bellagamba.

Le Gérant N. TARTAROLI.
Bastia. — De l'imprimerie de G. Fabiani.

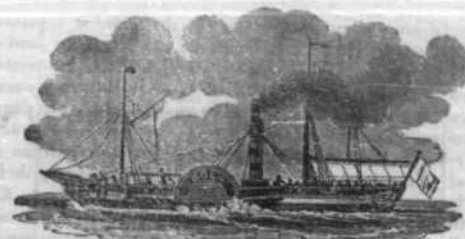
PAR BREVET D'INVENTION.
Pâte de REGNAULD aîné,
AUTORISÉE PAR BREVET ET ORDONNANCE DU ROI.

Pour la guérison des rhumes, catarrhes, toux, coqueluches, asthmes, et autres maladies de poitrine les plus invétérées. (Voir l'instruction qui accompagne chaque boîte) Dépôts chez MM. ASÈNE; négociant à Ajaccio; SERPENTINI, marchand aux Terrasses à Bastia.

MERCREDI 6 DÉCEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA
AU BUREAU DU JOURNAL.
A PARIS

A l'Office-corresp. de LEPOLLIER BOURGEOIS
et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 18.
A l'Agence de correspondance de P. JESTIN
et C^{ie} rue Gaillon N° 13; à la cor-
resp. commerciale, de PUGNARE de LA
Bastie rue St. Honoré 207, ou l'on
reçoit des annonces pour l'insérer en français.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 160.

PREMIER ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.
CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES JOURS.



CORSE.

On lit dans le *Bon Sens* :

Dans toutes les élections qui avaient eu lieu jusqu'ici en Corse, le général Horace Sébastiani, le général Tiburce Sébastiani, son frère, et M. Limperani, son neveu, avaient réuni l'unanimité des suffrages, ou l'unanimité moins une, moins deux voix.

Aux élections dernières dont le résultat est arrivé hier par dépêche télégraphique, M. Horace Sébastiani n'a été élu député qu'à la majorité de 82 voix sur 144 votants. Ce fait suffit pour prouver que les lumières ont commencé à pénétrer dans un pays trop longtemps dédaigné, et l'esprit public y a fait un pas immense depuis quatre ans.

On s'étonne que la dépêche télégraphique qui a apporté au gouvernement le résultat de l'élection d'Ajaccio ne lui ait pas apporté en même temps des nouvelles de l'élection de Bastia. M. Limperani a-t-il échoué, ou bien a-t-il été nommé à une majorité si faible, que le ministère aurait eu honte d'annoncer cette nomination avec celle de M. Sébastiani? Ces deux demi-chutes, rapprochées l'une de l'autre, n'auraient pas manqué de frapper tous les esprits.

Le *Bon Sens* a été mal informé par son correspondant. Il n'est point vrai que dans toutes les élections, qui ont eu lieu jusqu'ici en Corse, le général Horace Sébastiani, le général Tiburce Sébastiani, et M. Limperani son neveu aient réuni l'unanimité des suffrages, ou l'unanimité moins une ou deux voix. Pour ne citer que les élections d'Ajaccio en 1831, on se rappelle que M. le général Tiburce Sébastiani n'obtint que dix suffrages de majorité, c'est-à-dire 66 voix contre 56. Si en 1834 les élections se firent, en apparence, à l'unanimité, c'est que l'opposition ne jugea pas à propos de se présenter : ce qui arrive souvent dans ce pays, où l'opinion de chaque votant est connue à l'avance, et où l'on peut calculer d'une manière certaine les chances de chaque concurrent. Comment le correspondant du *Bon Sens* a-t-il pu oublier que dernièrement encore M. le général Horace Sébastiani a été élu à Bastia à la majorité de 93 suffrages sur 94 votants, ce qui ne voulait point dire cependant qu'il n'existât pas d'opposition. Il est vrai que l'on aurait perdu ainsi l'occasion de s'extasier, avec tant d'à-propos, sur le pas immense, que l'esprit public a fait en Corse depuis quatre ans, et les lumières qui ont commencé à y pénétrer. D'après le correspondant du *Bon Sens*, le progrès aurait sans doute consisté à nommer MM. Colonna et

Mottet, et à frapper d'ostracisme les deux illustres généraux qui ont combattu l'étranger sur tous nos champs de bataille, depuis Arcole jusqu'à Waterloo, et l'anarchie depuis le 18 brumaire jusqu'aux journées de juin.

Si les deux généraux Sébastiani n'ont point obtenu, dans les diverses élections, qui ont eu lieu en Corse, depuis la révolution de juillet, la forte majorité, que les services par eux rendus au pays paraissent devoir leur assurer, on sait quelle en est la cause. Tous leurs candidats ont été vivement contrariés par la plupart des hauts fonctionnaires du département. Aux élections qui viennent d'avoir lieu, les principaux obstacles, que le général Horace Sébastiani a rencontrés, ne provenaient-ils pas d'une ligue de fonctionnaires publics, agissant sous l'influence d'un Corse célèbre au service d'une puissance étrangère, ayant pour chef le Premier Président, et à la quelle était venu se joindre le Procureur-général d'Orléans, M. Mottet, que la passion a fait descendre jusqu'au rôle de correspondant secret d'un journal qui professe des opinions diamétralement opposées aux siennes? C'est au sentiment de répulsion qu'il a produit les menées d'une ligue aussi monstrueuse que le général Sébastiani a dû sa double élection. M. Limperani en renonçant à sa candidature, en faveur d'une des premières illustrations de la Corse, si injustement attaquée, a fait acte de bon citoyen, et les électeurs, qui se sont associés à sa pensée ont fait preuve d'intelligence et de courage, et ont bien mérité de leur pays.

Nous l'avons déjà dit et nous nous plaisons à le répéter, c'est de la révolution de juillet que date la prospérité matérielle de notre département.

Pendant l'empire il était demeuré stationnaire. La conscription qui venait décimer annuellement une population plus belliqueuse qu'agricole, avait fini par y laisser un vide immense. Le mousquet remplaçait la bêche entre les mains du jeune laboureur et l'artisan des villes transformé tout à coup en soldat, allait périr sur les bords du Danube ou dans les sombres forêts de la Russie. L'inflexible loi du recrutement qui n'épargnait pas plus le riche que le pauvre ne fut appliquée nulle part avec plus de rigueur. Il n'est peut-être pas de provinces dans le royaume, où elle ait eu des effets plus désastreux. Les

mères et les veuves s'en souviendront longtemps encore. Partir pour l'armée c'était marcher au devant d'une mort glorieuse, sans doute, puisque la sûreté et l'honneur de la France exigeaient à chaque instant les efforts d'un dévouement sublime; mais nos campagnes n'en demeuraient pas moins stériles, les charmes pourissaient entre des sillons interrompus, et l'aspect de la misère ajoutait encore à l'horreur de la solitude qui régnait dans les champs.

La guerre au reste n'était pas le seul fléau qui désolât la Corse. La disette des céréales dont la croisière anglaise avait rendu l'importation si difficile, en entraînant la misère et la pénurie des classes ouvrières, accrût considérablement les maux du pays. Le système d'administration adopté par le pouvoir militaire n'était pas de nature à fermer ces plaies saignantes. La justice était impuissante devant les arrêtés souverains d'un Général Gouverneur. Morand voulait que le glaive de la loi s'abaissât devant son sabre. L'autorité judiciaire voyait méconnaître ou annuler les arrêts les plus solennels. Les justiciables demeuraient sans garantie contre les mesures arbitraires ou les caprices d'un officier de gendarmerie. Un canton tout entier était mis hors la loi, ses habitants traqués comme des bêtes fauves. Les emplois lucratifs étaient le partage de quelques familles privilégiées, et jamais les fonctionnaires du gouvernement n'eurent des formes plus brutales.

Cette époque funeste ne vit surgir aucun établissement industriel; l'espèce de blocus par lequel les Anglais avaient intercepté le commerce de la Méditerranée, ne pouvait manquer de restreindre le cercle des opérations commerciales. Ce n'était assurément ni l'adresse ni le courage, que regrettaient les armateurs et les capitaines de la marine marchande. Les pirates étrangers apprirent dans bien plus d'une rencontre, qu'il y aurait eu danger à se commettre avec eux. Il est en effet dans nos ports de mer des hommes dont les noms se rattachent aux faits les plus glorieux de notre marine militaire et qui pourtant n'ont laissé à leurs familles d'autre héritage que d'honorables souvenirs.

Que l'on ajoute maintenant à toutes ces causes de misère et de déperissement, le fatal décret qui réunit la Corse en un seul département, décret qui ne fait pas séparer du sinistre cortège des lois exceptionnelles dont il est réservé à la révolution de juillet de nous délivrer sans retour; que l'on songe